

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution du stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2009	27
Tableau 2: Evolution des flux d'IDE par secteur.....	27
Tableau 3: Evolution des emplois créés par les multinationales à Madagascar	33
Tableau 4 : Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail.....	34
Tableau 5 : Evolution des flux d'IDE et du commerce international de Madagascar.....	35
Tableau 6 : Evolution de la variation du stock de capitaux.....	36
Tableau 7 : Evolution des flux d'IDE et de la croissance économique de Madagascar de 2003 à 2009.	37
Tableau 8 : Calcul de la variance, de la covariance et du rapport de corrélation.....	38

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Le cycle international de vie de produit.....	7
Figure 2: La courbe de LAFFER 1	23
Figure 3: Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2009.....	27
Figure 4: La courbe de LAFFER 2	43

LISTES DES ABREVIATIONS

AGOA: African Growth Opportunity Act

BCM: Banque Centrale de Madagascar

IDE: Investissement Direct Etranger

INSTAT: Institut National de la Statistique.

IPF: Investissement de portefeuille

IBRD: International Bank of Reconstruction and Development

OLI: Ownership Localisation Internalisation

PED: Pays En Développement

QMM: QIT Madagascar Mineral

VA: Valeur Ajoutée

SOMMAIRE

I. APPROCHE THEORIQUE SUR LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISCALE

I.1. LES THEORIES RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

I.1.1. Les theories sur les firmes multinationnales

I.1.2. Les theories relatives à l'externalité des firmes multinationales

I.2. LES THEORIE RELATIVE A LA POLITIQUE FISCALE SUR LES FIRMES MULTINATIONALES

I.2.1. La politique fiscale incitative d'entreprise transnationale

I.2.2. Les autres roles de la politique fiscale concernant les multinationales

II. LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISCALE SUR LES MULTINATIONALES A MADAGASCAR.

II.1.DESCRIPTION DES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISCALE INCITATIVE A MADAGASCAR

II.1.2. Les Investissements Directs Étrangers à Madagascar et leurs conséquences

II.1.2. La politique fiscale sur les multinationales : efficace et nécessaire pour madagascar.

II.2. LES CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE D'INCITATION FISCALE A MADAGASCAR ET LES AMELIORATIONS NECESSAIRES

II.2.1. Les caractéristiques négligées sur les multinationales et la stratégie d'incitation fiscale à Madagascar.

II.2.2. Les améliorations nécessaires sur la stratégie d'incitation fiscale.

INTRODUCTION

Presque tous les gouvernements sont désireux d'attirer des investissements directs étrangers. Ce désir est de plus en plus fort depuis la grande évolution de la structure économique des pays d'Asie du Sud Est induit par une stratégie de promotion des investissements étrangers, qui a été qualifiée de miracle par la banque mondiale. Les administrations des pays utilisent divers méthodes et techniques pour inciter les multinationales à investir chez eux, allant des réformes réglementaires à l'incitation financière. La fiscalité est une des méthodes la plus utilisée et a une place particulièrement importante dans la stratégie de séduction des multinationales. Le gouvernement Malgache a également opté pour une politique de promotion des investissements directs étrangères, et depuis quelques années, une amélioration nette s'est révélée en la matière, se manifestant par un triplement des flux d'investissements directs étrangers entrants dans le pays en 2006, 2007 et 2008 et qui a fait accéder le pays au 88ème rang en tant que récipiendaire d'investissements directs étrangers en 2007¹. Malgré cela, les flux attirés par la nation semblent être insuffisant pour relancer l'économie. Une rectification et une amélioration de la politique fiscale appliquée à ces entreprises peuvent permettre une augmentation supplémentaire des flux entrants dans le pays. Quelle politique fiscale optimale vis-à-vis des multinationales correspond alors au cas de Madagascar ?

Une étude sur les multinationales et sur la politique fiscale s'impose pour déterminer les reformes fiscales nécessaires, les techniques et les moyens adéquats ainsi que la stratégie à adopter. A partir des théories relatives aux multinationales et aux différents modèles de croissance choisis, ainsi qu'aux données empiriques de Madagascar, on veut démontrer que les flux d'investissements étrangers du pays induisent une croissance économique. On veut également déterminer les rôles joués par la politique fiscale dans la stratégie de promotion des investissements directs étrangers en s'appuyant sur les faits et la réalité du pays ainsi que les théories relatives à la fiscalité sur ce type d'entreprise.

¹ BCM; INSTAT, Bulletin de la Banque Centrale de MADAGASCAR et de l'INSTAT, *Etude sur les investissements directs étrangers à MADAGASCAR*. 2010

Par une approche théorique et une analyse empirique, la présente étude vise à définir une politique fiscale incitant suffisamment de flux d'investissement étranger pouvant induire une croissance économique continu et qui correspond à la structure économique de Madagascar. Les objectifs de ce travail sont de démontrer l'impact des flux d'Investissement Direct Étranger (IDE) sur la croissance économique de Madagascar et de déterminer les rôles de la politique fiscale du pays vis-à-vis des firmes multinationales. Précisons que l'IDE que l'on prend en compte ici est l'investissement fait par les multinationales mais à défaut de donnée empirique précise on a admis que les IDE du pays soient uniquement effectués par ces types entreprises et que l'on néglige volontairement ceux qui sont effectués par les gouvernements.

Pour pouvoir entamer cet exposé, il est nécessaire de supposer que des théories pertinents sur les multinationales et la politique fiscale existent et sont valable en tant qu'analyse scientifique. Admettons également que l'on peut appliquer ces théories pour le cas de Madagascar et vérifier la validité et l'efficacité des théories par une analyse empirique. En admettant ces deux hypothèses, on a constaté qu'effectivement les IDE stimulent la croissance économique du pays. On a également observé que la politique fiscale doit à la fois alléger les charges des multinationales afin de les inciter et tenir compte des recettes fiscales relatives à ces entreprises. Elle peut aussi internaliser certaines externalités négatives engendrées par ces firmes et doit éviter d'engendrer des distorsions sur les autres secteurs.

La présente étude s'appui sur les travaux des auteurs tels que Hymer(1976), Vernon(1966), Dunning(1980), Solow(1956), Romer(1993), Kojima(1978), Mendell(1957), Pigou(1920) et Laffer(1979), qui ont été choisi non seulement à cause de la pertinence et la célébrité de leur théorie mais aussi à cause de leur affinité avec ce thème. Les concepts ont été collectés suite à une revue documentaire sur la fiscalité, la croissance économique et les firmes multinationales tandis que les données ont été prises sur des rapports d'enquête ou sur des rapports d'analyse des diverses institutions nationales telles que la Banque centrale de Madagascar, l'INSTAT, ... et qui ont fait l'objet d'une publication officielle. Notre exposé commence par une approche théorique des multinationales et de la politique fiscale relative à ce type d'entreprise, nous allons y voir ses externalités et comprendre la nécessité d'une politique fiscale

incitative et la stratégie à mettre en place en s'appuyant aux théories relatives aux multinationales, à la fiscalité et aux modèles de croissance économique. La seconde partie sera consacrée à une analyse empirique des multinationales et de la politique fiscale sur les entreprises transnationales de Madagascar en interprétant les données du pays à travers ces théories.

Rapport-Gratuit.com

PREMIERE PARTIE :

APPROCHE THEORIQUE SUR LES MULTINATIONALES ET LA
POLITIQUE FISALE

I. APPROCHE THEORIQUE SUR LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISALE

I.1. LES THEORIES RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Si autrefois, une firme multinationale nous faisait penser à une grande entreprise américaine, à des millions d'employés et à un capital estimé à plusieurs centaines de millions voir milliard de dollars. Actuellement, les faits sont différents, les multinationales forment un groupe beaucoup plus hétérogène. Une multinationale comme son nom l'indique est une entreprise qui opère dans plus d'un pays et ses opérations à l'étranger constitue la base de sa rentabilité. Voici une définition beaucoup plus complète donné par Pierre Bezbock et Sophie Gherardi (2003) : « *est multinationale toute firme ayant réalisé des investissements directs à l'étranger (IDE), et disposant donc de filiales localisées hors du pays d'origine ou ayant penché certains pays hôtes grâce à des alliances avec des entreprises étrangères* »¹.

I. 1. 1. LES THEORIES SUR LES FIRMES MULTINATIONNALES

I.1.1.a .Le modèle d'oligopole internationale et le système d'économie internationale

a₁.Le modèle d'Oligopole internationale.

Stephen Hymer s'est inspiré de la théorie de Lénine sur l'exportation des capitaux pour créer sa théorie de l'oligopole internationale. Selon Lénine, les firmes multinationales sont nées grâce au pouvoir monopolistique qu'elles détiennent dans leur pays d'origine et aux énormes fonds qu'ils peuvent accéder grâce à l'oligarchie financière des banques, « *ce qui caractérisait l'ancien capitalisme où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation de marchandise. Ce qui caractérise le capitalisme actuel où règne les monopoles, c'est l'exportation des capitaux* »². Bref, les firmes sont avant tout des monopoles ou des oligopoles dans leur pays d'origine et exploitent ses avantages à l'extérieur.

¹ Pierre, BEZBAKH; Sophie, GHERARDI, *Dictionnaire de l'économie A.Z*, Dulce Gamonale, Montréal, 2003, p.283

² Lénine, *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Pékin, 1970, p.37

Hymer part de l'hypothèse que les firmes sont des oligopoles qui préfèrent investir dans le secteur industriel. Ces multinationales vont s'organiser dans le monde en prenant comme modèle leurs propres organisations internes. On constate donc une division internationale du travail mais ici la division est organisée au sein des firmes. Hymer va donc utiliser la théorie de l'organisation du Chandler et va observer que dans les firmes, il y a trois niveaux de pouvoir et elles s'organisent en fonction de ces trois niveaux¹.

Le niveau III, le plus bas, correspond aux tâches d'exécution et de gestion au jour le jour, le travail y est le plus élémentaire et concerne en générale l'extraction de matière première. Ces tâches sont généralement effectuées dans les pays qui n'ont que les ressources naturelles et la main d'œuvre comme richesse. En général, ce sont des pays en développement comme Madagascar. Le niveau II est l'intermédiaire qui coordonne les tâches dans le niveau III. Elle se situe en général dans les villes des pays en développement ou émergents telle que Pékin, Bombay, etc. Au niveau I, au sommet, se trouve les directions générales des firmes et se situe en général dans les grandes villes du monde: Paris, Londres, Tokyo, New York, ...

a₂. Le système de l'économie mondiale.

Charles A. Michalet, initiateur de la théorie du système de l'économie mondiale, part de l'hypothèse que les firmes internationales sont des grandes entreprises issues des secteurs concentrés pour identifier les facteurs de l'existence de ces firmes. Sa théorie suppose donc que les firmes sont des entreprises à capitaux élevés disposant de nombreux employés qui préfèrent investir dans le secteur concentré à forte intensité de capital au lieu des autres secteurs marqués par la concurrence. D'après Michalet, les facteurs ou raisons qui poussent les entreprises à étendre leur activité à l'extérieur et ainsi devenir une firme multinationale peuvent être classées en deux catégories: sur le plan production et sur le plan commercialisation².

¹ Jean Pierre, Bibeau, *Introduction à l'économie internationale*, Gaëtan Morin, Montréal, 1997, p.198

² *Ibid.*, p.200

Sur le plan production, l'objectif des entreprises en étendant géographiquement leur activité est de tirer avantage des inégalités des coûts de production. Les avantages liés à l'inégalité des coûts de production sont nombreux mais le salaire est considéré comme étant le plus important variable, ensuite viennent les autres variables tel que le coût des matières premières, les charges fiscales et les autres coûts de l'administration publique (coût d'obtentions de licence de production, des autorisations d'exploitation, ...). La rémunération dans un pays est plus faible par rapport à celle d'un autre parce que son niveau de développement économique est plus faible et correspond à un niveau de vie plus bas. Certaines ressources naturelles sont plus abondantes dans certains pays et moins dans d'autres à cause du climat et de la répartition inégale au niveau de la lithosphère.

Pour la seconde catégorie, classée sur le plan commercialisation, les entreprises développent leur activité vers l'extérieur pour pouvoir éviter les barrières tarifaires et le coût de transport, afin de conquérir le marché d'un autre pays. L'objectif est donc d'accéder à un nouveau marché en évitant les coûts que l'entreprise subirait en exportant ses produits. Il substitue donc l'exportation à une production locale pour pouvoir conquérir le marché du pays hôte.

Selon Charles A. Michalet, la multinationale est à la fois le facteur et la conséquence de l'internationalisation de l'économie. « *Les écarts salariaux sont un aspect important pour les firmes qui investissent à l'étranger, mais leur objectif principal demeure la recherche d'une grande part du marché* »¹. En effet, pour les firmes multinationales, l'existence d'un marché est une variable plus importante et plus déterminante pour l'investissement qu'un niveau de salaire faible. Ainsi, on peut en conclure que les firmes s'intéressent plus au facteur commercial qu'au facteur production. Cela explique pourquoi ce sont les pays riches qui reçoivent le plus de flux d'investissement direct que les pays pauvres étant donné qu'ils disposent en général d'un grand marché en ayant une population à pouvoir d'achat élevé.

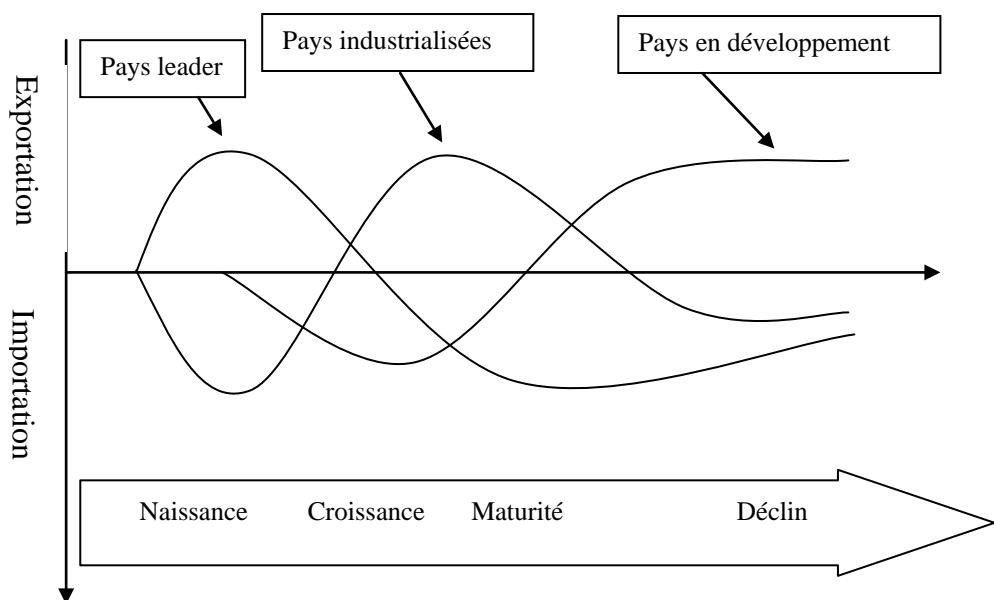
¹ Jean Pierre, Bibeau, *Introduction à l'économie internationale*, Gaëtan Morin, Montréal, 1997, p.200

I.1.1.b. La théorie du cycle des produits et le paradigme d'OLI

b1. La théorie du cycle de vie des produits.

Cette théorie a été élaborée par le célèbre économiste Raymond Vernon et elle est qualifiée par les économistes spécialisées en économie internationale comme l'une des plus pertinentes sur ce thème. Vernon a repris l'approche de Posner (1961) sur l'écart technologique expliquant le commerce international et l'a combiné avec le cycle biologique d'un produit et cela a donné naissance à sa fameuse théorie du cycle de vie du produit¹. Cette conception est illustrée par le graphique ci-dessous.

Figure 1 : Le cycle international de vie de produit



Source : Philippe Norel ; Christian Aubin, *Economie internationale, faits, théories et politiques*, Seuil, Mars 2000, p.59²

Notons que selon Vernon, un produit passe par quatre phases :

- Naissance : le bien est encore nouveau n'ayant pas de substitut proche. La demande est encore faible et nécessite un niveau de revenu élevé donc elle se situe dans les pays développés émanant des gens ayant un niveau de vie élevé. La production nécessite un investissement volumineux en recherche et développement.

¹ Philippe, Norel ; Christian, Aubin, *Economie internationale, faits, théories et politiques*, Seuil, Mars 2000, Paris, p.59.

²Ibid., p.61.

- Croissance : la production nécessite une forte intensité de capital et de travail qualifié. La demande s'accroît, le coût unitaire du produit baisse et le marché est composé d'oligopole.

- Maturité : la technologie est banalisée mais la production nécessite une forte intensité en travail peu qualifié. La demande s'est énormément élargie mais les consommateurs à revenu élevé sont maintenant désintéressés par le produit. La concurrence s'instaure sur le marché.

- Déclin : la technologie est obsolète et sa production se fait à forte intensité de travail non qualifié. Et la demande est en baisse. Le marché est instable à cause de la compétitivité trop rude.

Au cours du cycle de vie d'un produit, on assiste à une modification progressive des conditions qui caractérisent sa production, sa consommation et la structure du marché. On constate une division internationale du travail par les firmes multinationales en fonction de la phase du produit. On peut regrouper trois types de pays :

- Le pays leader : pays riche, généralement les Etats Unis ou le Japon.
- Les pays industrialisés autre que les pays leaders.
- L'ensemble des pays en développement.

Pendant sa naissance jusqu'au début de la maturité du produit, la production est assurée par le pays leader généralement pour satisfaire une demande locale. A partir de la maturité jusqu'au début du déclin, la production s'élargie dans les autres pays industrialisés pour satisfaire une demande mondiale, les firmes élargissent la production vers d'autre pays développés. C'est à partir du déclin que la demande mondiale serait satisfaite par une production dans les pays en développement ; dans cette phase, la production s'élargie dans ces pays afin d'accéder à des coûts de production plus faible.

b₂.L'approche éclectique et le paradigme d'OLI (Ownership, Localisation, Internalisation)

Dunning (1981) a proposé une approche qui explique les raisons de multinationalisation des firmes. Cette approche appelée éclectique classe les facteurs de multinationalisation en trois catégories¹ :

- La première est l'avantage spécifique, « Ownership » en anglais. C'est la possession par la firme d'actif susceptible d'être exploité de façon rentable à une échelle très large c'est-à-dire à l'échelle internationale ou mondiale (technologie, brevet, licence ...)

- La deuxième c'est la localisation, « localisation » en anglais, qui représente les facteurs qui expliquent la localisation dans certain pays. Elle signifie donc l'existence d'avantage à produire dans plusieurs pays que dans un seul en exploitant les actifs spécifiques (facteurs spécifique). Elle explique également les raisons qui induisent les firmes à s'installer dans ces pays.

- La troisième est l'internalisation, « internalisation » en anglais (I), représente les facteurs d'internalisation des transactions au sein de l'entreprise. Elle est due aux défaillances du marché et elle permet d'éviter les coûts de transactions (coût lié à la négociation et l'acquisition d'un bien ou d'un service sur le marché).

Ce sont ces facteurs (O : ownership ou spécificité, L : localisation et I : Internalisation) qui déterminent le mode de pénétration sur un marché étranger par les multinationales à travers les investissements directs étrangers². Ainsi, s'il n'y a pas d'avantage spécifique, l'entreprise préférerait vendre la licence à une entreprise locale et c'est cette dernière qui va produire le bien ou le service dans le pays.

¹ Philippe, Norel ; Christian, Aubin, *Economie internationale, faits, théories et politiques*, Seuil, Mars 2000, Paris, p.59

² Thomas, Zimmermann, *Les investissements directs : évolution actuelle en théorie, pratique et politique*, www.zimmermann-thomas.ch.

I.1.2. LES THEORIES RELATIVES A L'EXTERNALITÉ DES FIRMES MULTINATIONALES.

Les impacts des firmes multinationales sur le pays d'accueil sont à la fois négatifs et positifs, et on va le constater à travers les théories. On doit également souligner la liaison théorique entre investissements directs étrangers et la croissance économique étant donné que l'incitation des firmes multinationales fait partie de la stratégie de promotion de la croissance économique pour de nombreux pays et que le principal objectif des pays en les attirant est d'avoir une croissance forte.

I.1.2.a. *Les théories sur les externalités des firmes multinationales.*

I.1.2.a₁. *Les externalités positives.*

Les multinationales apportent une enveloppe d'avantage aux pays d'accueil, ces avantages sont dénommés externalités positives. En effet, les IDE sont à la fois source de capitaux, créateur d'emploi et un vecteur de technologie et de connaissance. Mais ils stimulent aussi la production nationale du pays hôte¹.

c₁. *Investissement Direct Étranger et accumulation de capital*

On sait que tout investissement accroît le stock de capital et cela est admis par toutes les théories que ce soit la théorie classique, néoclassique, keynésienne et autre. Cela est souvent montré par cette équation $I\Delta K$ où I exprime l'investissement d'une période donnée et ΔK exprime la variation du niveau de stock de capital de la période d'un pays.

Tout investissement se manifeste par une acquisition d'un nouveau capital (achat de nouveau machine, de bâtiment, ...) ou par une rénovation et une amélioration de l'ancien capital (amortissement). Ainsi, il y a une acquisition d'un nouveau capital ou innovation capitalistique augmentant la valeur du niveau de stock de capital, de ce fait, il y a hausse de la valeur du stock de capital d'un pays.

L'IDE est un investissement provenant de l'extérieur, comme tout investissement, il contribue également à l'accroissement du stock de capital du pays. Il est considéré comme un transfert de capital provenant du pays d'origine

¹ Dioury, Mohamed, *Economie internationale : commerce, finance et développement*, Decarie éditeur, Mont-Royal (Québec), 1998, p.176.

vers le pays hôte et qui fait augmenter le niveau de capital¹. En effet, des actifs accumulés dans un pays sont transférés vers un autre par les multinationales sous formes de flux d'IDE. La firme se transforme donc en un outil de transfert, d'ailleurs, elle ne transfert que le capital, mais aussi d'autres choses telles que la technologie, les connaissances techniques, des savoirs en matière de gestion, etc.

c₂. Investissement Direct Étranger et Emploi

Dans une logique keynésienne, une augmentation de l'investissement accroît la demande effective, or le niveau de l'emploi dépend de la demande effective qui est la somme de l'investissement et de la consommation nationale. Donc, un accroissement de l'investissement dans un pays induise une hausse du niveau général de l'emploi et engendre ainsi une réduction du chômage dans ce pays². On peut donc en déduire qu'un flux d'IDE induise une hausse du niveau général de l'emploi dans le pays d'accueil.

La productivité du pays d'accueil s'améliore lorsque les firmes multinationales entrent dans l'économie en apportant de l'assistance technique à leurs partenaires locaux ainsi qu'en formant les managers et les autres travailleurs qui seront ultérieurement embauchés dans les firmes locales³. En effet, en terme de rendement, on peut affirmer que si le flux d'investissement des multinationales est suffisamment élevé, il y aura une augmentation du niveau de capital par tête, qui aura pour effet d'améliorer la productivité du travail dans le pays étant donné qu'un ouvrier doté de plus d'outil et de machine est plus efficace et donc plus productif.

c₃. Investissement Direct Étranger, transfert de technologie et de connaissance.

On a vu précédemment que les firmes multinationales sont généralement issues de secteur concentré et ce sont en général des grandes entreprises ayant des technologies élevées. En investissant dans d'autres pays, les firmes transfèrent la technologie de son pays d'origine au pays d'accueil. « *Comme elles ont réalisé*

¹ Malcolm, Gillis; Dwight, Perkins; Donald; Snodgrass; Michael, Roemer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, p. 522.

² Gérard, Duthil, *Economie du l'emploi et du chômage*, Ellipse, Paris, 1994, p56.

³ Jamal, Bouoiyour; Said, Toufik, *Les impacts des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines*, <http://region-developpement.univ-tln.fr>.

une large part des activités mondiale de recherche développement, les grandes firmes d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon constituent potentiellement, une source féconde d'information précieuse sur les produits nouveaux, les techniques industrielles, les méthodes de commercialisation et les stratégies de gestion »¹.

Les multinationales ne transfèrent pas uniquement des technologies nouvelles (techniques industrielles, ...) mais également des connaissances en matière de gestion et de commercialisation qui permettent une amélioration de compétence en administration d'entreprise dans le pays. Cette amélioration de la compétence technique et du savoir faire en matière de gestion est aussi importante que les technologies transférées. Paul Romer souligne dans son article publié en 1993 que l'IDE facilite le transfert de technologie et de savoir faire en gestion dans les pays d'accueil, non seulement dans les filiales de la firme mais aussi dans l'ensemble des entreprises du pays d'accueil par le phénomène de diffusion². On peut donc dire que la firme transnationale est un outil de transfert de technologies et de connaissances.

c4. Investissement Direct Étranger et commerce international.

En 1978, K. Kojima souligne la complémentarité entre les investissements directs étrangers et les échanges internationales du pays d'accueil en utilisant la différence du niveau de la technologie entre pays². On peut donc affirmer qu'il y a amélioration de l'échange du pays suite à des investissements faits par les multinationales. Si on considère deux pays, le premier développé ayant des capitaux abondants et de ce fait son avantage spécifique est la production des machines et le second en développement doté de plus de facteur travail et a comme avantage la production textile.

Compte tenu du coût élevé de la production textile et de la pollution entraînée par l'industrie textile lourde ainsi qu'une faible demande internationale en textile, le pays riche n'aura pas intérêt à produire du produit textile. Par contre, disposant de main d'œuvre abondante avec un coût relativement faible, le pays en développement attire les multinationales à y investir dans le secteur textile. Le transfert de technologie et de capital des firmes améliore la production du pays en

¹ Malcolm, Gillis ; Dwight, Perkins ; Donald, Snodgrass; Michael, Römer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, p.526

² Wikipedia, *Investissement direct étranger*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Investissement_direct

développement et diminue ainsi ses coûts de production. De ce fait, les produits des firmes seront compétitifs par rapport au prix et seront exportés par le pays en développement qui va importer ensuite des machines. Ainsi, l'exportation du pays hôte augmente mais il importe également des machines. On peut conclure que les Investissements directs étrangers accroissent l'échange international entre pays hôte et de pays d'origine.

L'IDE permet également au pays d'accueil d'accéder au marché mondial grâce à son alliance avec les firmes multinationales. L'accès au marché mondial va développer également l'exportation du pays d'accueil. Les partenaires locaux de la firme peuvent accéder au marché international, étant donné qu'ils sont capables de satisfaire les exigences de la multinationale, ils peuvent donc aussi satisfaire les critères et les attentes des autres entreprises qui se situent à l'extérieur.

I.1.2.a₂. Les externalités négatives.

d₁. Les multinationales et l'emploi

En général, on constate que les firmes multinationales ne produisent pas toujours les effets escomptés en termes d'emploi. En effet, les multinationales utilisent des techniques à forte intensité de capital exigeant peu d'emploi. «*La contribution des multinationales à la création d'emplois dans les pays en développement est médiocre*»¹. On constate qu'un investissement fait par une entité résidente crée plus d'emploi qu'un investissement étranger s'ils sont de même montant.

En matière de condition de travail, on constate également que les firmes multinationales induisent une mauvaise condition de travail². Pour essayer d'attirer le maximum de flux provenant des multinationales, l'administration de certains pays d'accueil effectue le dumping social c'est-à-dire que le gouvernement néglige volontairement les mauvaises conditions de travail au sein des filiales et des entreprises rattachées à la firme (salaire faible, lois sur les conditions de travail peu restrictives et peu exigeant, ...) pour essayer d'attirer le plus d'investissement possible. Etant donné que le non respect des conditions de travail

¹ Malcolm, Gillis; Dwight, Perkins; Donald, Snodgrass; Michael, Römer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, p.523

² Wikipedia, *Investissement direct étranger*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Investissement_direct

constitue un énorme avantage pour les entreprises en réduisant ses coûts liés aux employés et en leur permettant de surexploiter ses salariés, les firmes multinationales peuvent donc provoquer une dégradation des conditions de travail et contribuer peu à l'emploi du pays.

d₂ .Les multinationales et la fuite de capitaux.

Des théories, généralement d'inspiration marxiste, soutiennent que les entreprises transnationales exploitent le pays d'accueil et ne font que puiser le capital et les ressources du pays. Ces entreprises puisent le capital du pays, que ce soit le capital physique, naturel et même le capital humain, les entreprises surexploient les travailleurs pour puiser le capital humain et extraient les ressources naturelles du pays au maximum. Pour transférer ces bénéfices et puiser les ressources du pays d'accueil, ces entreprises utilisent diverses méthodes mais les plus utilisées et les plus discutées dans la littérature économique sont le principe de *sous tarification* et de *sur tarification* ainsi que le *rapatriement des profits*¹.

Le principe de sous tarification et de sur tarification consiste à sous évaluer les prix des biens et services que la filiale vend ou offre à l'entreprise mère ou aux autres filiales rattachées afin d'éviter que des bénéfices élevés entrent dans le pays d'accueil et risquent d'y rester. Mais les biens et les services vendus par la société mère ou par ses autres filiales extérieures sont payés à des prix élevés par rapport au prix normal des biens et c'est le principe de sur tarification. Cet écart constitue un flux financier qui va sortir du pays et il sera difficile pour ce dernier de taxer, d'imposer ou même de réduire ces transactions, étant donné qu'il est rare qu'un pays impose des droits de douane à ses exportations et l'administration du pays dispose de peu d'information sur les transactions internes de la firme.

Ces écarts dus à la sur tarification et à la sous tarification constituent des fonds que la filiale transfert à sa maison mère de manière indirect. Le rapatriement des bénéfices se constate par les énormes dividendes que la filiale locale transmet à la société mère. Bref, si au début il y a des flux de capitaux qui entrent dans les pays d'accueil grâce à la firme multinationale, ultérieurement, il y a aura fuite de capitaux à travers les transactions que la filiale locale effectue avec les autres

¹ Lénine, *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Pékin, 1970, p59.

filiales extérieurs et à la maison mère, ainsi qu'à travers les dividendes transférées à la société mère.

d₃. Les multinationales et le commerce international

En 1957, Mendell a analysé les investissements directs étrangers en partant de la théorie du commerce international d'Hecksher Ohlin sur les échanges liés aux différences d'abondances relatives des facteurs, tout en supposant la mobilité des facteurs de production. Selon cette théorie, un pays moins doté en capital (pays A) a une rémunération du capital plus élevée par rapport à un autre pays (pays B) plus doté en capital, ainsi plus le capital est rare plus son revenu est élevé. Voyant cette différence, les firmes du pays B vont investir alors dans le premier pays (pays A). Cela aura pour effet, de rapprocher les dotations en capital des deux pays grâce à la mobilité du capital, donc le capital d'une nation peut se déplacer vers une autre nation si dans cette dernière il sera plus productif ou plus rémunéré¹.

Les firmes du pays B ne mobiliseront plus leur capital vers le pays A quand la dotation en capital des deux pays seront de même niveau. Et les pays ayant les mêmes dotations en capital auront les mêmes avantages comparatifs. Le même avantage comparatif, se manifestant par une égalité des dotations du capital, aura pour effet de réduire les importations et l'exportation des deux pays. L'IDE horizontal est alors destructeur du commerce international.

I.1.2.b. L'Investissement Direct Étranger et la croissance économique

Dans cette sous-section, on va se référer à la liaison théorique entre la croissance économique et l'investissement des multinationales en se référant à la controverse entre la théorie néokeynésienne de la croissance (Harrod-Domar) et le modèle de croissance néoclassique (Solow) ; à la théorie de la croissance endogène (Romer et Lucas) et au modèle de croissance linéaire de Rostow.

¹Paul, Krugman; Maurice, Obstfeld, *Economie internationale*, nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 2001, p.256.

I.1.2.b₁. De la théorie de la croissance néokeynésienne à la théorie de la croissance néoclassique

e₁. L'approche néokeynésienne de la croissance

Cette théorie a été élaboré par les deux économistes Harrod et Domar qui ont convergé vers le même résultat. La variation de la production dépend de la croissance du capital : $\Delta Y = k \times \Delta K$ où ΔY : exprime la variation de la production qui est une fonction de la variation du capital (ΔK) et de k , le multiplicateur d'investissement, ce dernier est égale à $1/s$ avec s la propension marginale à épargner. S'il y a équilibre sur le marché des biens et services, et sur celui du capital ainsi que sur celui du travail, une croissance équilibrée se présente sous cette forme d'égalité : $s/v = g = n$ ¹.

- s/v : exprime la croissance sur le marché des biens et services donc elle exprime la croissance garantie où s est la propension marginale à épargner et v est le taux d'investissement (investissement sur la production).
- g exprime la croissance sur le marché du capital c'est-à-dire l'augmentation du niveau de capital.
- n est le taux de croissance sur le marché du travail c'est-à-dire le taux de croissance de la population active.

Une croissance équilibrée est donc exprimée par l'égalité $s/v = g = n$ qui signifie que la croissance de l'investissement permet une croissance de la production pouvant permettre d'assurer le plein emploi sur le marché du travail et qui correspond à l'augmentation du niveau de production. Donc la croissance garantie dépend de la croissance du capital. De ce fait, on peut en conclure qu'un accroissement du capital dû à des investissements directs étrangers permet donc une croissance économique si on se réfère à la théorie d'Harrod-Domar.

e₂. L'approche néoclassique de la croissance

Cette théorie part de l'hypothèse que les facteurs sont substituables et que le rendement d'échelle est constant et à coefficient variable ainsi qu'une productivité marginal du capital décroissante. Le résultat de Solow dans son

¹ Marc, Montoussé, *Théories économiques*, Bréal, Paris, 2000, p.66.

publication de 1957 est l'égalité suivante $g = s/v = n + r$ (r exprime l'efficacité de la main d'œuvre représentant le facteur résiduel).

Selon Harrod et Domar la croissance économique équilibrée a peu de chance de se réaliser et ils ont inventé ce qu'on appelle la « croissance sur le fil d'un rasoir » parce que les variables (q , s/v , n) dépendent des variables totalement différentes et entièrement indépendantes.

Mais selon Solow, la croissance économique est en équilibre naturellement¹. Prenons l'exemple où la croissance économique réelle (s/v) est supérieure à la croissance démographique. Cela signifie qu'il y a une pénurie de la main d'œuvre et une épargne élevée, cette pénurie va aboutir à une hausse des salaires qui à son tour amplifiera cette hausse de l'épargne. Les entrepreneurs vont par la suite pouvoir investir plus (hausse de l'investissement), de ce fait, la variable v , le taux d'investissement, augmentera. Le rapport s/v va ainsi diminuer pour s'égaliser à n et établir l'équilibre. D'autre mécanisme de ce genre assure que la croissance soit équilibrée.

Selon cette théorie, c'est la croissance démographique (croissance de la population active) qui assure une croissance à long terme, étant donné que la technologie est un facteur exogène et que les rendements marginaux du capital sont décroissants. Ainsi, les investissements directs étrangers, comme toute accumulation du capital, ne permet donc qu'une croissance économique de court terme et non une croissance de long terme.

I.1.2.b₂. La théorie de la croissance endogène et le modèle de croissance linéaire

e₃. La théorie de la croissance endogène

La croissance endogène a été principalement initiée par Paul Romer et Robert Lucas, le chef de fil de la nouvelle économie classique. Ils partent de l'hypothèse que le facteur résiduel, c'est-à-dire le progrès technique, est un facteur endogène et non exogène et ils ont repris la théorie de Schumpeter selon laquelle l'innovation est progressive et résulte des innovations précédentes. Ils ont également abandonnés l'hypothèse de la productivité marginale décroissante des

¹ Robert, Britto, *La théorie de la croissance économique*, Cujas, Paris, 1991, p.127

facteurs (surtout du capital). Ainsi, la croissance économique est un processus auto-entretenue et durable, étant donné que le facteur résiduel est endogène à l'évolution économique¹.

Alors, si on se réfère à la théorie de la croissance endogène, les investissements des multinationales (IDE) conduisent à une croissance de long terme grâce au progrès technique qu'elle transfère et grâce à l'effet endogène des progrès techniques. Paul Romer souligne dans son ouvrage de 1983 que l'IDE facilite le transfert de technologie et de savoir faire en gestion dans le pays d'accueil, non seulement dans les filiales mais aussi dans l'ensemble des entreprises du pays d'accueil grâce au phénomène de diffusion². Ainsi, selon Paul Romer, le transfert de technologie et de savoir faire sera diffusé dans tous les secteurs du pays hôte et cela permettra une croissance économique soutenue.

e4. L'approche linéaire de la croissance économique

Selon W. Rostow en 1960, la croissance économique est un processus linéaire qui se compose en 5 étapes :

- La société traditionnelle.
- Les conditions préalables au démarrage.
- Le démarrage.
- Le progrès vers la maturité.
- L'ère de la consommation de masse.

Dans la phase de démarrage, phase très importante, Rostow souligne l'importance et la nécessité d'augmenter le capital du pays si l'on veut franchir cette étape. Dans cette phase où le pays cherche à atteindre une croissance économique régulière, il a énormément besoin de capital. « *Certains pays tels la Grande Bretagne et le Japon ont pu faire démarrer leur consommation sans avoir recours aux importations de capitaux ou presque. Dans d'autres pays, les Etats Unis, la Russie et le Canada par exemple, le démarrage n'a pu se produire qu'avec un pourcentage élevé de capitaux étrangers.»³*

¹ Dominique, Guellec; Pierre, Ralle, *Les nouvelles théories de la croissance économique*, La découverte, Paris, 1995, p.12

² Wikipedia, *Investissement direct étranger*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Investissement_direct

³ Walt Whitman, Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, Paris, 1963, p.66

Rostow souligne donc l'importance de la recherche de capitaux extérieurs pour la croissance économique quand le pays est incapable de dégager le capital nécessaire au démarrage. On sait que l'investissement direct étranger est l'une des formes le plus connu d'importation de capitaux. Ainsi, dans cette approche de Rostow, l'investissement direct étranger est généralement un facteur incitatif de croissance économique, nécessaire pour les pays incapable de produire les capitaux nécessaire à leur démarrage et à la relance de l'économie.

I.2. THEORIE RELATIVE A LA POLITIQUE FISCALE SUR LES FIRMES MULTINATIONALES.

La fiscalité est définie comme le système de perception des impôts et l'ensemble des lois qui s'y rapportent (loi des finances, code des impôts,...). Ainsi, la politique fiscale est l'ensemble des actions de l'Etat reliées à la perception des impôts et à l'ensemble des lois qui concernent la perception (loi des finances, niveau d'impôt, ...) ¹. On peut donc en conclure que la politique fiscale sur les firmes multinationales est l'ensemble d'actions de l'Etat du pays hôte reliées à la perception des impôts sur les multinationales et à l'ensemble de lois reliées à cette perception sur ces types d'entreprises. Elle montre les rôles de la politique fiscale vis-à-vis des firmes multinationales et les variables qu'elle doit prendre en compte.

I.2.1. LA POLITIQUE FISCALE INCITATIVE D'ENTREPRISE TRANSNATIONALE.

Une politique fiscale incitative de firmes multinationales constitue l'ensemble d'action de l'Etat à travers la fiscalité visant à attirer les firmes multinationales. L'Etat attire donc les firmes transnationales à travers les incitations fiscales. Ces incitations fiscales sont destinées à réduire la charge fiscale globale des investissements étrangers. Les méthodes utilisées dans cette pratique diffèrent selon les pays et sont innombrables, les exonérations temporaires d'impôts sur le bénéfice et les exemptions de droit d'importation des matières premières, des intrants intermédiaires et des biens d'équipement sont les plus utilisés. Elle vise donc à réduire les charges fiscales des firmes

¹ Robert, CROS, *Finance publique*, Cujas, Paris, 1994, p. 132.

transnationales afin de les inciter à investir dans les pays. Cela permet non seulement une réduction du poids de la fiscalité sur le coût total des entreprises mais offre également des avantages aux entreprises au niveau de l'accès au marché. On constate qu'il y a deux sortes de stratégies qui sont généralement combinées lorsqu'on élabore un système d'incitation fiscale aux multinationales. La première stratégie se porte sur les impôts ou taxes et le second est axé sur les droits de douane¹.

I.2.1.a. Stratégie sur les impôts.

Dans cette optique, le but de la politique fiscale est de réduire les impôts que les firmes doivent payer et ainsi leur offrir un environnement fiscal incitatif pouvant les attirer à investir dans le pays au lieu d'un autre. On constate de nombreuses formes d'incitation fiscale mais la plus célèbre est l'incitation sur le revenu. L'incitation fiscale sur le revenu vise à faire augmenter le niveau de rentabilité des entreprises multinationales, c'est-à-dire les dividendes, en faisant diminuer les charges fiscales sur le revenu. Elle peut être appliquée de différente manière mais la trêve de l'impôt sur le bénéfice des sociétés est la plus utilisée. La trêve consiste à exempter les firmes de payer des impôts pendant quelques années généralement entre 3 à 6 ans.

« Les trêves fiscales n'aident les multinationales que celles-ci ne peuvent bénéficier d'un crédit sur les impôts dus aux pouvoirs publics de leur pays d'origine.»² En effet, les dividendes non imposées dans le pays d'accueil seront imposées dans le pays d'origine en tant que revenu des firmes sans un contrat entre les deux pays qui se manifestera par l'obtention de la firme d'un crédit à l'impôt dans le pays d'origine de la firme.

A part les incitations fiscales sur le revenu, il y a également les incitations fiscales sur la production. Le but de ce dernier est d'affaiblir les coûts fiscaux reliés à la production tels que les coûts de licence d'exploitation. Dans cette stratégie, le principal objectif est de réduire les charges fiscales de l'entreprise

¹ Marc, Penouil, *Economie du développement*, Dalloz, Paris, 1982, p.52

² Malcolm, Gillis; Dwight, Perkins, Donald, Snodgrass; Michael Römer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, p.530

transnationale pour la permettre d'amortir plus vite ses coûts fixes généralement très élevés.

I.2.1 .b. Stratégie sur les droits de douane

La politique fiscale sur les droits de douane vise à réduire les coûts des transactions internationales de marchandise ou de donner avantage aux firmes multinationales par rapport à ces concurrents en alourdisant leurs coûts de transaction internationale. Les deux cas correspondent à des principes différents, la première consiste à réduire les taxes relatives aux transactions transnationales et les droits de douane que l'entreprise multinationale paye à l'Etat et la seconde consiste à faire augmenter les droits de douane que les concurrents de la firme payent mais le fondement est le même, les deux jouent sur le niveau des droits de douanes.

Ce ne sont pas seulement les produits fabriqués localement par les entreprises transnationales et qui seront par la suite exportés qui bénéficie d'exemption mais les matières premières nécessaires à la production de la firme sont aussi exemptées de droit de douane quand ils sont importés¹. Notons que l'exemption n'est qu'un cas extrême, on peut simplement réduire le coût de transaction ou de transport en abaissant le taux d'impôt c'est-à-dire que l'on abaisse seulement le droit de douane. Le capital pour le secteur à forte intensité de capital est aussi déchargé de droit de douane et cela permet une réduction des charges pour les multinationales. En générale, le pays d'accueil des firmes essaye aussi de négocier avec le pays où l'on exporte le produit de la firme multinationale, pour permettre une compétitivité prix des produits de la firme en abaissant le coût des droits à l'exportation de ces entreprises, on peut prendre l'exemple de l'AGOA.

Pour d'autre cas, la politique fiscale incitative vise à augmenter le droit de douane pour les concurrents étrangers de la firme multinationale quand celle-ci vise le marché domestique du pays d'accueil. La politique fiscale offre donc à la firme des droits monopolistiques puisque son marché est protégé par un droit de

¹Malcolm, Gillis; Dwight, Perkins; Donald, Snodgrass; Michael, Römer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, 529.

douane très élevé sur les produits importés ou sur les éventuels concurrents de la firme qui tentent de s'implanter dans le pays. «*La combinaison de droits monopolistiques et d'exonération fiscale temporaire peut se traduire, pour les firmes étrangers par des bénéfices substantielles, sans rapporter beaucoup au pays d'accueil*»¹. Ainsi, il faut être prudent dans la combinaison des stratégies puisque les conséquences peuvent être néfastes pour le pays d'accueil. Quand on définit la politique fiscale d'un pays il faut tenir compte de « la concurrence fiscale internationale » et de la stratégie des firmes qui vont essayer de réduire au minimum leurs charges fiscales. La concurrence internationale est la compétitivité entre les pays sur la fiscalité pour attirer les investissements étrangers, cette concurrence se manifeste comme celle des producteurs dans un marché de biens et services, mais ce sont les pays qui sont les offreurs, et tentent d'attirer les multinationales en abaissant leurs charges fiscales (c'est le taux d'imposition qui est ici considéré comme étant), elle se manifeste surtout entre pays ayant la même taille de marché et la même dotation en facteurs de production.

I.2.2. LES AUTRES RÔLES LA POLITIQUE FISCALE SUR LES MULTINATIONALES

A part son rôle d'inciter les firmes multinationales à investir dans des pays, la politique fiscale joue également d'autres rôles vis-à-vis des firmes multinationales, nous allons examiner quelles sont ces autres rôles.

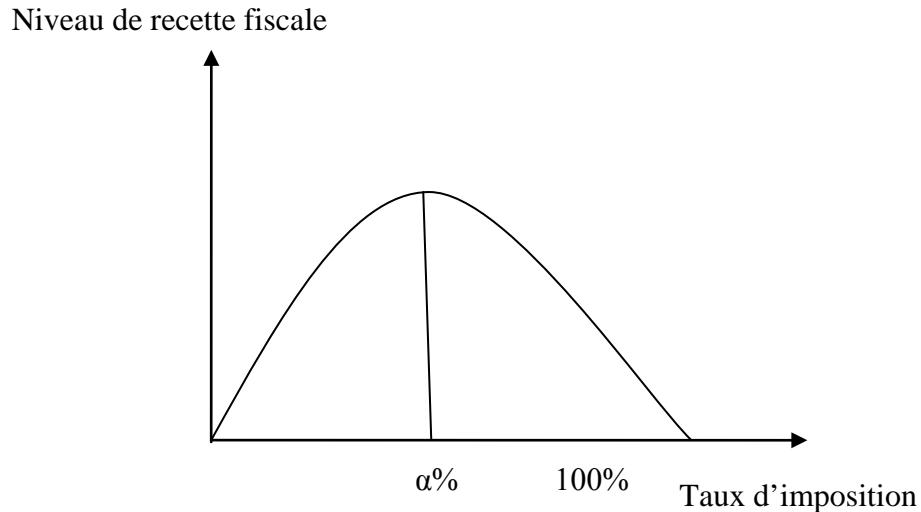
I.2.2.a. Politique fiscale et augmentation des recettes fiscales liées aux multinationales

Un autre rôle de la politique fiscale consiste à assurer une recette fiscale convenable par rapport à la recette totale du pays. Dans cette approche, on utilise le modèle d'Arthur Laffer. Selon ce dernier, on a deux possibilités pour augmenter les recettes fiscales : le premier est une hausse du taux d'imposition et la seconde est une baisse du taux d'imposition². Le principe est synthétisé par le graphique ci-dessous.

¹ Malcolm, Gillis; Dwight, Perkins; Donald, Snodgrass; Michael, Römer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, 535.

² Michael, Parkin; Louis, Phaneuf; Robin, Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne*, Edition renouveau pédagogique, Montréal, 1992, p.478

Figure 2: La courbe de LAFFER 1



Source : Michael, Parkin; Louis, Phaneuf; Robin, Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne*, Edition renouveau pédagogique, Montréal, 1992, p.479¹

Les recettes fiscales sont donc une fonction croissante du taux d'imposition jusqu'au taux optimum ($\alpha\%$) autrement dit une augmentation du taux d'imposition haussera les recettes fiscales. Au-delà de $\alpha\%$, le taux d'imposition est excessif c'est-à-dire que les agents ne sont plus incités à faire leurs activités (consommer, travailler, produire) et ils vont les réduire. Cette réduction des activités induira donc une baisse des recettes fiscales. En dessous de $\alpha\%$, la stratégie à adopter pour augmenter les recettes fiscales est d'augmenter le taux d'imposition mais au delà de $\alpha\%$, il vaut mieux réduire le taux d'imposition.

Dans le cadre d'une analyse sur les multinationales, on détermine d'abord le taux d'imposition qui est la moyenne des taux des différents impôts, ensuite, la recette fiscale relative à ce taux moyen, et ainsi, on a la courbe de Laffer correspondante à la recette fiscale sur les firmes multinationales.

Soulignons que même si les firmes transnationales ont des énormes exemptions fiscales, ils contribuent également à une hausse des recettes fiscales grâce aux impôts qui ne sont pas reliés directement à ces firmes. L'impôt sur le salaire des employés des firmes, les impôts que ces fournisseurs payent quand ils les approvisionnent, ... sont des parfaits exemples des impôts qui contribuent à

¹ Michael, Parkin; Louis, Phaneuf; Robin, Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne*, Edition renouveau pédagogique, Montréal, 1992, p.479

la recette fiscale et qui sont reliées aux investissements directs étrangers. Notons également que les exemptions fiscales ne sont que des franchises à court terme en général, ainsi les firmes vont payer des impôts ultérieurement. D'où la nécessité de ce modèle dans le cadre d'une analyse sur les multinationales.

I. 2 .2.b . Politique fiscale ne créant pas de distorsion

Partons du modèle de Haberger pour illustrer les distorsions qu'une politique fiscale, visant à attirer les multinationales, peut engendrer sur les autres secteurs c'est-à-dire aux entreprises nationales. Ce modèle est une analyse de l'incidence de l'impôt sur le capital d'un secteur à l'équilibre général. Cette théorie part des hypothèses suivantes : l'économie comprend deux biens X, Y et deux facteurs de production, le capital K et le travail L. Le stock de capital et de travail sont fixe et pleinement utilisés. L'économie est fermée et la fonction de production est une fonction de Cobb Douglas ($Y=A K^a L^b$ où a et b sont des constantes). Notons que le secteur X est supposé plus capitaliste que le secteur de Y. L'idée du modèle est d'expliquer ce qui se passera si on impose le capital utilisé dans le secteur X. Le résultat est que cette imposition frapperait les deux secteurs c'est-à-dire toute l'économie.

Si on applique ce principe à l'analyse des firmes multinationales, on peut en déduire qu'une imposition sur le capital des firmes multinationales supposés plus capitalistes que les entreprises nationales induit une distorsion sur les entreprises nationales puisqu'il y a une sorte de transfert du poids de l'impôt des multinationales vers les entreprises locales. Notons pourtant que cette théorie reflète seulement l'impact d'une politique fiscale d'un secteur à un autre et que d'autres distorsions existent.

On peut également relater les modifications des coûts de production des entreprises nationales suite à une politique fiscale incitative pour les firmes multinationales axée sur les droits de douane. En effet, une baisse du taux des droits de douane à l'importation des multinationales induit en général une hausse du taux des droits de douane à l'importation des entreprises nationales étant donné que l'Etat veut maintenir le niveau des recettes fiscales. Ainsi une politique fiscale incitative peut engendrer une augmentation des charges fiscales des entreprises nationales.

I.2.2.c. Politique fiscale, correcteur d'effet externe négatif

Nous allons nous référer à Pigou (1920) et son analyse sur les externalités. On parle d'externalité lorsqu'il existe des interactions entre agents économiques sans qu'il y ait compensation faite par le marché et le système de prix. Pigou a analysé les effets externes négatifs d'une entreprise sur l'environnement et a préconisé que l'entreprise paye de taxe qui sera ultérieurement appelée « taxe pigouvienne »¹. Mais dans le cadre de notre étude, on s'élargit aux effets externes négatifs d'une firme multinationale qui ne se limitent plus sur l'environnement. Si on applique le concept de Pigou dans cette optique, on en conclurait que l'on corrige les externalités négatives des multinationales par la taxe ou plutôt par l'impôt. De ce fait, on peut en conclure que la politique fiscale se doit de corriger les externalités négatives des entreprises transnationales.

L'une des effets externes que le pays d'accueil redoute le plus est la fuite de capitaux à travers les dividendes. Dans ce cas, le rôle de la politique fiscale est d'éviter cela en fixant un taux de rapatriement des dividendes à partir duquel les dividendes rapatriés seront sanctionnées par des impôts massifs. La politique fiscale peut également améliorer la création d'emploi dans le pays d'accueil en imposant lourdement les capitaux qui réduisent l'utilisation du facteur travail. Ainsi, la politique fiscale permet un meilleur transfert de technologie et de compétence puisqu'il y aura plus d'emploi qui vont utiliser les technologies et plus d'emploi qui procureront du savoir faire.

¹ Frédéric, Teulon, *Initiation à la micro-économie*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, p.209

DEUXIEME PARTIE :

LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISCALE SUR LES
MULTINATIONALES : CAS DE MADAGASCAR

II. LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISCALE SUR LES MULTINATIONALES : CAS DE MADAGASCAR

Dans cette partie, on va faire une approche empirique des multinationales et de la politique fiscale sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar sur la base des théories que nous avons exposées dans la partie I. D'abord, nous allons illustrer la situation des firmes multinationales à Madagascar à partir des théories sur les multinationales, ensuite nous allons relater les impacts des ces entreprises dans l'économie Malgache sur la base des théories sur les externalités des Investissements Directs Étrangers. La moitié de cette partie sera consacrée à la détermination de la politique fiscale nécessaire et efficace sur les firmes multinationales en partant des théories sur la politique fiscale sur les entreprises transnationales pour Madagascar tout en tenant compte de la situation des multinationales et de leurs impacts dans l'économie Malgache.

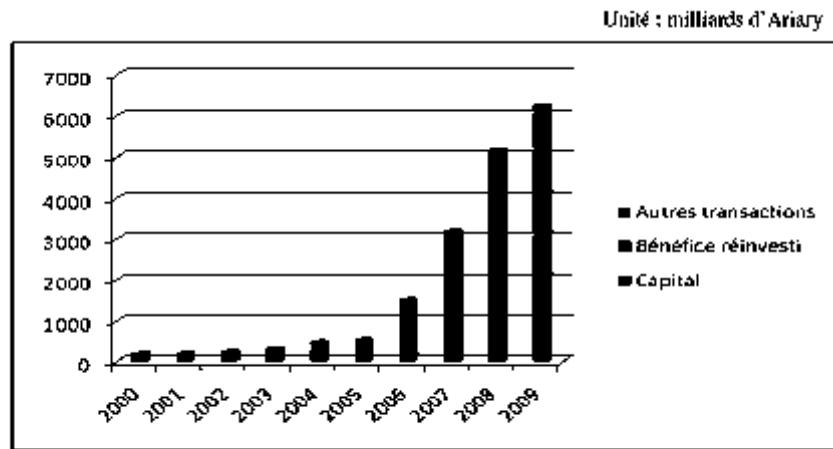
II.1. DESCRIPTION DES MULTINATIONALES ET DE LA POLITIQUE FISCALE INCITATIVE À MADAGASCAR

II.1.1. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS À MADAGASCAR ET LEURS CONSEQUENCES.

II.1.1.a. Descriptions des IDE à Madagascar selon les théories sur les multinationales.

Si l'on veut décrire la situation des IDE dans un pays, la description des flux et des stocks d'IDE est la meilleure façon de le faire. Le flux et le stock sont deux notions très importantes qui sont différentes. Le stock reflète une quantité établit à un moment donnée, ainsi le stock d'IDE à Madagascar en 2007 signifie l'ensemble de ce type d'investissement que Madagascar a reçu jusqu'en 2007. Un flux représente une variation entre deux périodes, le flux de l'année en IDE représente l'ensemble d'IDE que le pays a reçu depuis le début de l'année jusqu'à sa fin. Voici un graphe qui reflète l'évolution des stocks d'IDE à Madagascar.

Figure 3: Évolution du stock d'IDE de 2000 à 2009



Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Depuis 2006, on constate un accroissement sans précédent du stock d'IDE grâce principalement aux deux grands investissements miniers à Taolagnaro et à Ambatovy (les projets QMM et Dynatec).

Le tableau 1 suivant montre les secteurs qui intéressent les multinationales depuis 2005 jusqu'en 2009.

Tableau 1 : Evolution des stocks d'IDE par branches d'activités de

Branches	2005	2006	2007	2008	2009	Unité : milliards d'Ariary
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	31,2	
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,0	51,1	17,0	22,5	17,1	
Activités de fabrication	111,3	120,0	143,7	176,9	247,3	
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,2	
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	308,0	
Commerce et réparation de véhicule	35,6	36,8	62,1	107,2	120,2	
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	207,8	
Transports et auxiliaires de transport	9,4	13,5	8,4	11,2	9,5	
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	245,5	
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	33,7	
Distribution de produits pétroliers	41,0	69,4	105,5	116,8	117,1	
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	301,6	
Autres branches	4,9	7,0				
Total sans extractives	483,5	585,1	1 079,5	1 454,2	1 640,2	
Activités extractives	47,1	902,8	2 089,0	3 729,9	4 605,4	
Total	530,6	1 487,9	3 168,6	5 184,1	6 245,6	

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

2005 à 2009.

On constate l'importance grandissante des activités extractives, pourtant les secteurs télécommunication, activités financières, hôtelleries, restaurants, construction et BTP sont des secteurs qui ont toujours intéressés les

multinationales à Madagascar. Leur évolution est moyenne, mais le principal avantage avec ces secteurs c'est que l'investissement y est durable et leur objectif est d'accéder au marché local.

Tableau 2: Evolution des flux d'IDE par secteur

Branche d'activité	2006	2007	2008	2009	Unité : Milliards d'Ariary
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	0,2	-4,8	1,5	12,8	
Pêche, pisciculture, aquaculture	7,7	-26,1	5,4	-5,3	
Activités de fabrication	39,6	15,6	33,2	70,4	
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,3	4,0	0,6	0,1	
Construction et BTP	1,1	236,7	12,2	6,3	
Commerce et réparation de véhicule	16,2	0,9	45,1	12,9	
Hôtels et restaurants	-0,3	171,1	1,0	34,7	
Transports et auxiliaires de transport	18,8	-2,8	2,8	-1,7	
Activités financières	76,7	37,7	65,6	31,9	
Immobilier, location et services aux entreprises	4,0	0,6	15,9	4,3	
Distribution de produits pétroliers	18,2	108,9	11,3	0,3	
Télécommunication	5,7	28,9	180,1	19,1	
Total hors extractives	188,2	570,7	374,6	186,0	
Activités extractives	442,1	886,2	1 640,9	875,4	
TOTAL	630,3	1 456,9	2 015,5	1 061,5	

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT.

Ce tableau 2 démontre que c'est le secteur extractif qui a reçu la majorité des flux d'IDE. Cinq (05) branches se distinguent cependant des autres : l'activité de fabrication (6,6% du flux d'IDE de 2009), « Hôtels et restaurants » (3,3%), « Activités financières » (3%), Télécommunication (1,8%) et Commerce (1,2%). Cela montre que le marché domestique s'élargisse peu à peu et que le pays commence à exploiter ses ressources naturelles surtout minier. On remarque également qu'en 2009, les flux d'IDE ont énormément baissé, les principales hypothèses expliquant cette baisse sont la crise sociopolitique de 2009 à Madagascar et la crise financière mondiale.

➤ Description selon le modèle d'Oligopole internationale

En se référant à la théorie de Stephen Hymer, les tâches que les firmes multinationales font à Madagascar sont les travaux correspondants à ceux du niveau III le plus bas : travaux qui ne nécessitent que d'une gestion au jour le jour et correspondent aux fonctions d'exécution étant donné que notre pays ne dispose que de ses ressources naturelles et de la main d'œuvre abondant comme avantage. Les tâches à Madagascar sont donc coordonnées dans des grandes villes des pays en développement.

On peut affirmer qu'à Madagascar, il n'y a pas de direction générale de l'ensemble des tâches. Pourtant le second niveau semble se situer dans certains secteurs d'activité tels que les activités financières et la télécommunication. En effet, l'administration y est autonome vis-à-vis de l'entreprise mère, on constate par exemple l'autonomie en administration de la BFV-SG par rapport à la société générale et cette autonomie est également observée entre l'entreprise multinationale de communication Orange et sa filiale Orange Madagascar.

Cette théorie de Hymer, peut aussi être interprétée par une approche succursale, filiale et entreprise affiliée pour le cas de Madagascar. Les succursales sont des filiales à 100% détenu par la firme ou des entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte de la maison mère, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct. Ce sont en général des points de ventes et les tâches y sont faibles. Les filiales sont des entreprises où les investisseurs étrangers détiennent plus de 50% du capital. Les entreprises affiliées sont des entreprises où la part de l'investisseur direct est entre 10 à 50%.

Rapporté à la modèle d'oligopole internationale, cela signifie que les succursales correspondent à la tâche du niveau III, le plus bas, la filiale celle de II et l'entreprise affiliée celle de I et de II. Depuis l'année 2007 jusqu'en 2009, l'évolution du stock d'IDE en entreprise affiliée est largement supérieur à celle des autres types d'investissement direct et le stock d'IDE en entreprise affiliée atteint presque 4 000 milliard d'Ariary contre à peu près 500 milliards d'Ariary pour celui des succursales et environ 900 milliards d'Ariary pour celui des filiales¹. Ainsi, ces chiffres contredisent le résultat de Hymer selon laquelle les tâches des multinationales correspondent seulement au niveau le plus bas (niveau III) pour les pays en développement comme Madagascar.

➤ Description selon le modèle du système d'économie mondiale.

Ce modèle a été élaboré par l'économiste Canadien Charles-A. Michalet. Selon cette théorie, il y a deux facteurs qui induisent les multinationales à investir dans un pays : le facteur lié à la production et le facteur lié au commerce². Les facteurs liés à la production à Madagascar sont le niveau de salaire bas,

¹ BCM; INSTAT, Bulletin de la banque centrale de MADAGASCAR et de l'INSTAT, *Etude sur les investissements directs étrangers à MADAGASCAR*. 2010.

² Jean Pierre, Bibeau, *Introduction à l'économie national*, Gaëtan Morin, Montréal, 1997, p.200

l'existence et le faible coût des matières premières ainsi que la faiblesse des charges fiscales dans certaines branches d'activité. Les autres facteurs sont les éléments liés au commerce, c'est-à-dire des facteurs liés à l'existence d'un marché local et le coût élevé d'une tentative d'exportation dans ce marché. A Madagascar, on peut également classer les multinationales en deux catégories à partir de ces deux facteurs.

Il y a donc les multinationales qui se sont installées à cause principalement des facteurs productions, ce sont les multinationales du « secteur minier et extractif », des « activités de fabrication » et ceux des « secteurs primaires ». La totalité de leurs stocks d'IDE en 2009 étaient de 4 901 milliard d'Ariary. De l'autre côté, il y a « la production d'eau, de gaz et d'électricité », « la construction et BTP », « commerce et réparation de véhicule », « hôtels et restaurants », « transports et auxiliaires de transport », « activité financière », « télécommunication et distribution de produit pétrolier » : ceux qui sont essentiellement dû à l'existence d'un marché locale. En 2009 leurs stocks d'IDE étaient de 1 844, 6 milliards d'Ariary. Michalet remarqua que ce sont les facteurs commerciaux qui attiraient plutôt le plus les multinationales que les facteurs liés à la production, mais le chiffre de l'année 2009 démontre le cas contraire à Madagascar car se sont les secteurs liés au facteur de production qui attirent le plus d'IDE (4 901 milliards d'Ariary en stock par rapport aux secteurs liés aux facteurs commerciaux 1 344,6 milliards d'Ariary¹)

On peut donc résumer que la théorie de Michalet sur les facteurs d'investissement des multinationales est vérifiée à Madagascar. Mais sa remarque sur la supériorité des IDE liés aux facteurs commerciaux aux IDE liés aux facteurs productions est contestée par les données sur le stock d'IDE du pays selon les données de 2006 à 2009. Ce sont plutôt les investissements faits par les multinationales qui se sont installées à Madagascar pour des raisons de production qui sont supérieurs aux investissements faits pour des raisons de commercialisation. Bref, l'assertion de Michalet qui stipule que les multinationales soient plus intéressées aux facteurs commerciaux plutôt qu'aux facteurs liés à la production semble ne pas être constatée à Madagascar étant

¹ BCM; INSTAT, Bulletin de la banque centrale de MADAGASCAR et de l'INSTAT, *Etude sur les investissements directs étrangers à MADAGASCAR 2010*

donné que le stock d'IDE lié aux facteurs productions dépasse largement celui d'IDE lié aux facteurs commerciaux.

➤ Description à partir de la théorie du cycle de vie des produits

Selon R. Vernon, la division internationale du travail organisée par les multinationales dépend de la phase où se trouve le produit dans son cycle de vie¹. Selon cette théorie, un pays pauvre et un autre riche ne devrait pas produire le même bien car il y a un écart technologique entre les deux. De ce fait, si on se réfère à Vernon, Madagascar ne doit pas produire le même produit que les pays développés et il ne peut produire que des produits qui sont dans la phase de maturité et de déclin vu son niveau de technologie. Cette théorie n'est vérifiée que dans deux branches par les IDE à Madagascar : le secteur primaire (Agriculture, pêche et élevage) et l'industrie de fabrication (plus précisément l'industrie textile).

En effet, on peut constater il y a quelques siècles pour l'industrie textile que ce sont les pays actuellement développés qui assuraient la production textile ; plus tard, ce sont les nouveaux pays industrialisés qui l'assuraient. Depuis les deux ou trois dernières décennies, la production textile est transférée par les multinationales dans des pays en développements comme Madagascar et c'est pourquoi que le stock d'IDE dans l'activité de fabrication à Madagascar évolue peu à peu (111,3 milliards d'Ariary en 2009). En résumé, la théorie de Vernon est vérifiée à Madagascar pour l'activité de fabrication et l'agriculture, la chasse la sylviculture, l'élevage, la pisciculture et l'aquaculture. Et si on se réfère à cette théorie, le pays doit produire le bien correspondant à son niveau technologique et qui n'intéresse plus les pays industrialisés.

➤ Description selon l'approche éclectique

Cette théorie également appelé paradigme d'OLI explique que les raisons des investissements directs étrangers des firmes multinationales sont de trois ordres : l'avantage spécifique, la localisation et l'internalisation. Elle est la plus célèbre de ces théories et semble relater la situation des multinationales à Madagascar. L'avantage spécifique est l'avantage détenu par chaque multinationale, en effet, les multinationales de toutes les branches d'activité ont

¹ Philippe, Norel; Christian, Aubin, *Economie internationale, faits, théories et politiques*, Seuil, Mars 2000, p.59

toutes des actifs spécifiques. On peut prendre l'exemple de Rio Tinto, une multinationale qui travaille dans le secteur minier à Madagascar et ayant une technologie de pointe dans les activités minières et l'exclusivité des contrats de vente. En ce qui concerne le deuxième facteur qui est « la localisation », et en reprenant toujours l'exemple de Rio Tinto, cette multinationale a fait des investissements à Madagascar parce que c'est à Taolagnaro qu'il y a l'une des plus grands gisements d'ilménite au monde. C'est la présence de cette ressource naturelle qui est le facteur de localisation et qui l'a poussé à s'implanter à Madagascar.

Pour le troisième facteur qui est l'internalisation des transactions, elle est nécessaire pour éviter la défaillance du marché. Nous allons toujours nous référer à l'exemple de l'investissement de Rio Tinto, cette multinationale a aussi trouvée de bauxite et de titane (matière première nécessaire pour la pigmentation de peinture) après extraction. Alors, elle peut tout simplement transformer le b oxyde de titane en titane au lieu de s'approvisionner sur le marché mondial qui va sûrement générer des coûts de transaction plus élevés avec le risque que la qualité soit avariée.

On peut expliquer chaque investissement fait par une multinationale à Madagascar de cette manière, de ce fait, toute stratégie visant à attirer les multinationales doivent tenir compte de ces trois éléments.

II.1.1.b. Les externalités des multinationales à Madagascar

Dans cette section, on va analyser l'impact des IDE sur le niveau de l'emploi, des échanges et des capitaux à Madagascar. Dans chaque branche, nous allons voir les conséquences positives (externalités positives) tout en tenant compte des théories sur les externalités des multinationales. Dans la seconde sous-section, nous aborderont l'impact des Investissements Directs Étrangers sur la croissance économique de Madagascar en se basant sur les théories de la croissance.

➤ *Les effets externes des transnationales au niveau de l'emploi, des échanges et des capitaux à Madagascar.*

a₁. Externalités sur l'emploi.

Le tableau 3 ci-dessous montre l'emploi créé par les multinationales pendant la période allant de 2004 à 2009.

Tableau 3: Evolution des emplois créés par les multinationales à Madagascar

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Emploi créé	51717	56667	56636	65121	74098	56664
Flux d'IDE	177,7	172,3	630,3	1457	2016	1061,5

Source : Enquête IDE/IPF : INSTAT/BCM : 2008/2009 ¹ Emploi et Flux d'IDE en milliard d'Ariary

On constate que les multinationales créent énormément de travail à Madagascar et que plus le flux d'investissement étranger direct est élevé, plus l'emploi généré hausse. On observe que la théorie keynésienne sur l'emploi et l'investissement est respectée dans le cadre d'un lien entre flux d'IDE et emploi créé à Madagascar². On constate aussi que l'activité de fabrication a une part particulièrement importante sur l'ensemble des emplois engendrés par les multinationales. Environ 45% des emplois créés suite à des IDE proviennent de l'activité de fabrication grâce à l'utilisation de la haute intensité de main d'œuvre³.

On a vu aussi qu'il y a une amélioration de la productivité du travail suite à un transfert de capital par IDE, il y a une augmentation de la dotation en capital par tête et cela a pour effet l'augmentation de la productivité par tête du pays d'accueil. Cette évolution de la productivité peut se voir par une augmentation de la valeur ajoutée créée par les multinationales (voir Tableau n°4 ci- après).

¹ Ce tableau résulte d'une combinaison de données que l'on a pris dans le tableau de bord de l'économie de Madagascar et du rapport de la BCM et de l'INSTAT de 2009

² Marc, Montoussé, *Théories économiques*, Bréal, Paris, 2000, p.28

³ BCM; INSTAT, Bulletin de la banque centrale de MADAGASCAR et de l'INSTAT, *Etude sur les investissements directs étrangers à MADAGASCAR*. 2010.

Tableau 4 : Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail

Type d'entreprise	Taux de valeur ajoutée (%)			Productivité apparente (Million d'ariary)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Entreprise d'IPF	52,2	49,9	40,1	6,1	24,8	16,5
Entreprise d'IDE	22,4	20,1	32,8	8,7	10,5	16,6

Source: Enquête IDE\IPF- INSTAT\BCM- 2007/2008 ¹

On en déduit donc qu'il y a augmentation de la productivité par tête se manifestant par une amélioration de la productivité apparente. Cette hausse de la productivité apparente est due à l'augmentation massive des flux d'IDE. Elle permet une augmentation de la valeur ajoutée créée par les employés au cours de la production. L'évolution évidente de ces deux variables : valeur ajoutée (taux de valeur ajoutée) et productivité apparente désigne l'amélioration de la productivité malgache dans les entreprises d'IDE. Mais l'amélioration de la productivité à Madagascar est limitée à cause de la faiblesse du niveau de capital humain². En effet, ce niveau est trop faible à cause de la défaillance du système éducatif étant donné que seul 24 % des jeunes malgaches disposaient d'une éducation secondaire en 2008 et seule 70% des adultes sont alphabètes³.

a2. Externalités sur les échanges internationaux

On a pu constater deux théories contradictoires relatives aux effets externes des multinationales sur les échanges internationaux du pays d'accueil. La première, celle de Kojima, qui a conclu que les IDE contribuent au développement des échanges du pays hôte et la seconde, celle de Mendell, qui affirme que les IDE, surtout horizontales, sont des facteurs qui réduisent l'échange commerciale internationale. Nous allons maintenant relater à partir du tableau ci après l'impact des entreprises transnationales sur le commerce international à Madagascar c'est-à-dire sur l'importation et l'exportation du pays.

¹ BCM; INSTAT, Enquête IDE\ IPF-INSTAT\BCM- 2007/2008

² Jamal, Bouoiyour; Said, Toufik, *Les impacts des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines*, <http://region-developpement.univ-tln.fr>

³ Institut statistique de l'UNESCO, *ISU STATISTIQUES EN BREF*, 2009, <http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/document.aspx?>

Tableau 5 : Evolution des flux d'IDE et du commerce international de Madagascar (en milliards d'ariary)

Année	2006	2007	2008	2009
Flux d'IDE	630,3	1456,3	2015,5	1061,5
Exportation	2112	2518	2853	2143
Importation	3730	4533	6526	6167

Source : BCM et INSTAT (enquête sur les IDE et rapport sur le commerce internationale à Madagascar)¹

On peut en déduire que les flux d'investissement direct ont une influence positive sur l'exportation et l'importation de Madagascar. Notons que l'influence de l'IDE sur l'importation est de court terme et celle sur l'exportation est de long terme. Les multinationales de Madagascar sont en majorité des entreprises exportatrices comme les entreprises minières, les entreprises textiles, les entreprises agro-alimentaires, L'exportation de ces entreprises augmente l'exportation du pays pendant toute la durée de vie des filiales. Mais il y a aussi l'augmentation des importations qui est due aux importations de capital et de matières premières par les filiales installées. Ici, c'est la théorie de Kojima qui est vérifiée, celle de Mendell est loin d'être vérifiée étant donné que la dotation en facteurs de production de notre pays ne s'est jamais rapprochée de celui des pays d'origine des flux d'IDE entrant à Madagascar. Le niveau de capital de Madagascar et celui des pays comme les Etats unis, le Canada, l'Allemagne et la France sont loin de se rapprocher vu que ces pays se modernisent tout le temps grâce aux énormes investissements qu'ils effectuent en recherche et développement.

Ultérieurement à la localisation, les flux d'IDE et l'augmentation des exportations par les multinationales ont une influence positive sur le taux de change c'est-à-dire que les IDE induisent une appréciation du taux de change. Suite aux deux grands investissements miniers à Madagascar, on a constaté une

¹ Ce tableau résulte d'une combinaison de donnée que l'on a pris dans le l'évolution tableau de l'évolution du commerce à Madagascar et du rapport de la BCM et de l'INSTAT de 2009.

appréciation de l'Ariary de 5,6% en 2007¹. On constate donc que les IDE provoquent des grandes modifications sur la situation des échanges commerciaux de Madagascar sur le moyen et le long terme.

a3. L'Investissement Direct Étranger et le capital à Madagascar.

Il n'est plus nécessaire d'expliquer comment les investissements étrangers augmentent le stock de capital de Madagascar mais une autre théorie affirme que les entreprises multinationales puisent le réserve de capital du pays (capital naturel, physique et financier) par l'intermédiaire du rapatriement de dividendes et de la tarification. Chaque flux d'investissement direct étranger que Madagascar reçoit entraîne un accroissement du capital étant donné que ces flux représentent une somme qui sera employée dans l'acquisition d'actif tel que des machines, des biens immobiliers, ... Ainsi, le flux d'IDE représente une variation positive de notre stock de capital induit par les investissements des multinationales, qui est relatée par le tableau suivant.

Tableau 6 : Evolution de la variation du stock des capitaux (en milliards d'ariary)

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Flux d'IDE	177,7	172,3	630,3	1457	2016	1061,5
Augmentation du stock de capital du au flux	177,7	172,3	630,3	1457	2016	1061,5

Source : Enquête IDE/IPF : INSTAT/BCM : 2008/2009²

Si on veut constater la variation du stock de capital du pays, il faut la combiner aux autres flux d'investissement provenant de l'extérieur et l'investissement des entreprises nationales ajoutés aux investissements publics.

➤ Les multinationales et la croissance économique de Madagascar.

Les flux d'investissement direct étranger selon la théorie de la croissance endogène permettent d'avoir une croissance économique soutenue non seulement à cause de l'accroissement du capital mais surtout grâce au transfert de

¹ BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR, *Bulletin sur les grands investissements miniers*, mars 2008.

² Ce tableau résulte d'une combinaison de donnée que l'on a pris dans le l'évolution tableau de l'évolution du commerce à Madagascar et du rapport de la BCM et de l'INSTAT de 2009.

technologie et de savoir qui va se diffuser dans tous les secteurs de l'économie et qui va aussi s'auto-entretenir¹. Si on suit la logique de Römer et de Lucas, les flux d'IDE entrant à Madagascar vont lui permettre d'avoir une croissance à long terme. Afin d'illustrer la relation entre croissance économique et flux d'IDE, nous allons voir le dynamisme des deux variables à partir du tableau suivant.

Tableau 7 : Évolution des flux d'IDE et de la croissance économique de Madagascar de 2003 à 2009

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Flux d'IDE milliards d'ariary	83,5	177,7	177,3	630,3	1456,9	2015,5	1061,5
Taux de croissance économique (%)	9,3	5,3	4,6	5	6,2	7,1	-3,7

Source : BCM et INSTAT²

Le flux d'IDE est en milliards d'Ariary et le taux de croissance économique est en %.

On peut remarquer d'un simple coup d'œil qu'il y a une relation positive entre les deux variables (flux d'IDE et croissance économique) pour Madagascar. Mais il serait erroné d'en déduire immédiatement qu'une augmentation des flux d'investissement induise une hausse du taux de croissance du pays. Ainsi, pour une approche plus scientifique, on va vérifier le rapport de corrélation du flux d'investissement direct étranger et de la croissance économique de Madagascar. Notons que nous avons volontairement omis les données de 2003 et de 2009 étant donné que la croissance économique et le flux d'IDE de ces deux périodes ont été énormément influencés respectivement par la crise politique de 2002 et de la crise sociopolitique de 2009.

Le tableau de calcul du coefficient de corrélation entre ces deux variables entre les années 2004 jusqu'en 2008 se présente comme suit :

¹ Marc, Montoussé, *Théories économiques*, Bréal, Paris, 1999, p.79.

² Ces données résultent d'une combinaison de donnée que l'on a pris dans le tableau de bord de l'économie de Madagascar et du rapport de la BCM et de l'INSTAT de 2009 sur les IDE.

Tableau 8 : Calcul de la variance, de la covariance et du rapport de corrélation

Année	2004	2005	2006	20007	2008	Somme	Moyenne
F _t	177,7	172,3	630,3	1456,9	2015,5	4452,7	890,54
C _t	5,3	4,6	5	6,2	7,1	28,2	5,64
F _t -F	-712,84	-718,24	-260,25	566,36	1124,96		
C _t -C	-0,34	-1,04	-0,64	0,56	1,46		
(F _t -F)* (C _t -C)	242,36	746,97	166,55	317,16	1642,44	3115,48	
(F _t -F) ²	508140,87	515868,7	67724,86	320716,65	1265535	2678033,08	
(C _t -C) ²	0,1156	1,0816	0,4096	0,3136	2,1316	4,052	

Source : INSTAT / BCM Enquête sur les IDE¹

- F représente le flux d'investissement moyen à Madagascar entre 2004 et 2008, en milliards d'ariary.
- C représente la croissance économique moyenne malgache entre 2004 et 2008 en %.
- F_t est le flux d'Investissement direct étranger au cours de l'année t.
- C_t est la croissance économique pendant l'année t.

Le coefficient de corrélation entre le flux d'IDE et la croissance économique est noté $r_{F,C}$ avec

$$r_{F,C} = \frac{Cov(F, C)}{\sigma F * \sigma C}$$

$$r_{F,C} = 0,945$$

Le coefficient de corrélation est une variable entre -1 et 1. Quand il est proche de 1, on dit que les deux variables sont positivement corrélés², c'est-à-dire qu'il y a une relation positive entre flux d'investissement et croissance économique à Madagascar. Par cette observation empirique, on peut donc en déduire qu'une hausse d'investissements directs conduit à une augmentation de la croissance.

¹ Ces données résultent des calculs que l'on a fait à partir des données que l'on a pris dans le tableau précédent et ce tableau illustre le calcul du rapport de corrélation.

² Régis, Bourbonnais, *Econométrie*, Dunod, Paris, 1993, p.13

Soulignons que l'objectif de ce calcul est de vérifier que la théorie selon laquelle les investissements étrangers directs entraînent une croissance économique, le premier résultat de la théorie de la croissance endogène, est valable pour le cas de Madagascar. Pourtant, cette analyse empirique de la corrélation a deux principaux défauts : le premier est que les données représentent seulement une période relativement courte donc elles sont insuffisantes, le second est que la corrélation est une analyse statistique peu fiable. Mais on dispose de deux moyens plus sûrs pour vérifier la relation causale entre flux d'IDE et croissance économique à Madagascar si on dispose les données nécessaires.

La première est un test statistique à l'image du modèle de GOLDSMITH qui établit une relation entre le passif liquide et la croissance économique. Cette étude est une analyse statistique basée sur ce modèle et se présente comme suit :

$\text{Growth}_t = \alpha + \beta F_{t-1} + U_{t-1}$, avec Growth_t est la croissance économique du pays à l'année t , α et β sont des constantes, F_{t-1} exprime le flux d'IDE entrant à Madagascar l'année précédente et U_{t-1} représente les autres variables influents sur la croissance. Dans ce cas, on remplace le passif liquide par le flux d'investissement direct étranger.

La seconde est une analyse économétrique comme le modèle d'ABU-BADER et ABU-BARN qui a été fait dans le but d'étudier la relation de causalité entre la finance et la croissance économique à partir d'une observation économétrique et utilise la variable VAR trivale.

Vérifions maintenant, la validité du second résultat de LUCAS et de ROMER, c'est-à-dire que la croissance est un processus durable car c'est un processus endogène. On constate qu'entre 2006 et 2008, Madagascar a reçu des flux d'IDE importants alors qu'en 2009, sa croissance économique est de - 3,7%. Si l'on suit la logique de la théorie de la croissance endogène, les énormes flux d'IDE de 2006 à 2008 devraient permettre à Madagascar d'avoir une augmentation de la production intérieure brute de long terme. On peut dire que le principal facteur de cette croissance négative est la crise sociopolitique de 2009 mais son impact devrait être moindre étant donné qu'elle n'a affecté qu'une petite partie des activités des multinationales à Madagascar notamment une partie du secteur textile.

Il est difficile d'affirmer que les multinationales ne créent pas une croissance continue. Et d'ailleurs, on peut supposer d'autres facteurs conduisant à la non réalisation d'une augmentation soutenu de notre production tel que le non respect des hypothèses de cette théorie comme la diffusion de la technologie et du savoir faire à Madagascar suite à des IDE. En effet, on a constaté aucune diffusion technologique ou du savoir faire du secteur minier vers les autres secteurs de notre économie depuis la réalisation du projet QMM et de Dynatec. Bref, la vérification du second résultat de la théorie de croissance de Romer et de Lucas ne semble être réalisable que dans le cadre d'une analyse empirique et historique des flux d'investissement étranger direct de Madagascar de longue durée. La conclusion de Solow selon laquelle la croissance induit par l'augmentation du capital ne peut être durable semble être vérifiée dans le cas de la croissance induit par les IDE à Madagascar.

II.1.2. LA POLITIQUE FISCALE SUR LES MULTINATIONALES : EFFICACE ET NECESSAIRE POUR MADAGASCAR.

II.1.2.a. *La politique fiscale incitative d'entreprise transnationale à Madagascar.*

La politique fiscale de Madagascar pour être efficace doit être classifiée par secteurs et même par produit étant donné que le coût de production de chaque secteur est différent. Si l'on veut donner avantage à une firme transnationale, il faut choisir d'alléger à travers une politique fiscale ses coûts les plus lourdes. On constate par exemple que dans l'industrie textile, c'est le transport qui est la variable la plus importante dans le coût total, et dans les grands projets tels que les investissements miniers, c'est l'amortissement du capital investi qui est lourd.

➤ La Stratégie optimale sur les impôts

Le but de la politique fiscale incitative est d'attirer des multinationales en leurs offrant un coût ou une charge fiscale moindre en matière de fiscalité ou en leur offrant d'autres avantages tels qu'une situation de monopole. Il est donc nécessaire d'analyser la disposition des coûts de production dans chaque secteur susceptible d'intéresser les investisseurs étrangers. Prenons l'exemple du secteur extractif, ce secteur nécessite de lourds investissements, c'est-à-dire qu'il y a un coût fixe élevé exigeant des amortissements excessifs, donc le pays a intérêt à leur offrir une trêve fiscale s'il veut attirer des investisseurs étrangers dans ce secteur

ou dans d'autre ayant la même caractéristique. En ayant une trêve fiscale, l'entreprise peut amortir plus vite ses investissements.

La politique fiscale doit également tenir compte de l'environnement externe de chaque secteur comme la structure de l'offre internationale dans le secteur (nombre de firme multinationale dans le secteur), la stratégie des firmes qui vont tenter d'éviter ou de réduire les impôts qu'elles sont sensées payer et de la concurrence fiscale internationale. Ainsi, au lieu d'accorder une trêve fiscale dans les deux grands projets miniers (QMM et Dynatec), l'administration malgache a préféré ne pas le faire car le nombre de pays disposant du gisement d'ilménite et de cobalt sont très faible. Nous n'avons donc presque pas de concurrent sur ces produits du secteur minier, ainsi on n'a pas besoin de leur offrir une trêve fiscale ou autre réduction fiscale sur le revenu pour les attirer.

La stratégie sur les impôts dépend non seulement du secteur mais sur le produit et elle doit être basée sur une analyse de coût de production et de l'environnement international du secteur et du produit (marché et pays concurrents). On doit donc élaborer une stratégie fiscale pour tous les secteurs et pour chaque produit susceptible d'attirer des investissements étrangers directs.

➤ **La stratégie optimale sur les droits de douanes.**

Contrairement à la stratégie sur les impôts, l'analyse de celle du droit de douane doit se faire sur les coûts de transport et d'approvisionnement de chaque secteur. Quand ces coûts sont faibles, alors il est inutile de réduire les charges fiscales les concernant ; par contre, quand ils sont importants pour les firmes, les réduire serait attrayant pour les firmes transnationales. Notons que ces transactions doivent être des transactions internationales et que ce sont les approvisionnements des facteurs de production provenant de l'extérieur et le coût du transport international que l'on tient compte. Cette stratégie vise donc les entreprises transnationales qui exportent leurs produits et/ou qui utilisent énormément de matières de premières importées. Leurs coûts de transport et d'approvisionnement international sont alors très élevés. La situation des multinationales dans le secteur textile à Madagascar correspond parfaitement à cette caractéristique, ainsi les autorités malgaches ont décidé d'exempter les importations et les exportations des multinationales de ce secteur.

Bref, quand on établie la stratégie sur l'impôt, on analyse l'environnement du secteur et l'importance de chaque coût de production. Quand on élabore la stratégie sur le droit de douane, il faut analyser le coût de transport et d'approvisionnement international du secteur et son environnement surtout celui du coût de transport international du pays concerné (dans notre cas, celui de Madagascar) par rapport à celui des autres pays dû à sa position géographique spécifique (une île). Lorsqu'on élabore une politique d'incitation fiscale, il faut tenir compte de ces deux stratégies, de leur efficacité combiné, de leur complémentarité et de l'impact de l'un sur l'autre.

II.1.2.b. Les rôles auxiliaires de la politique fiscale sur les multinationales

➤ Assurer une recette fiscale convenable

Le but de toute politique fiscale est de maximiser la recette fiscale si on se réfère à l'approche de Laffer. La politique fiscale sur les multinationales se doit donc de respecter cet objectif de maximisation mais avec certaines contraintes. On a vu précédemment que les firmes multinationales bénéficient d'exemption fiscale ou de trêve fiscale mais elles se trouvent surtout au niveau du revenu des firmes et des transactions internationales qu'elles effectuent. Alors, on prend en compte les charges fiscales que les firmes payent directement et qui ne bénéficient pas de franchises ainsi que les impôts liés indirectement aux firmes, des impôts tels que l'impôt général sur le salaire, les impôts que les fournisseurs payent à chaque approvisionnement de la firme. On agrège, c'est-à-dire que l'on combine l'ensemble des recettes fiscales et l'on définit des taux moyens correspondants à chaque niveau de recette.

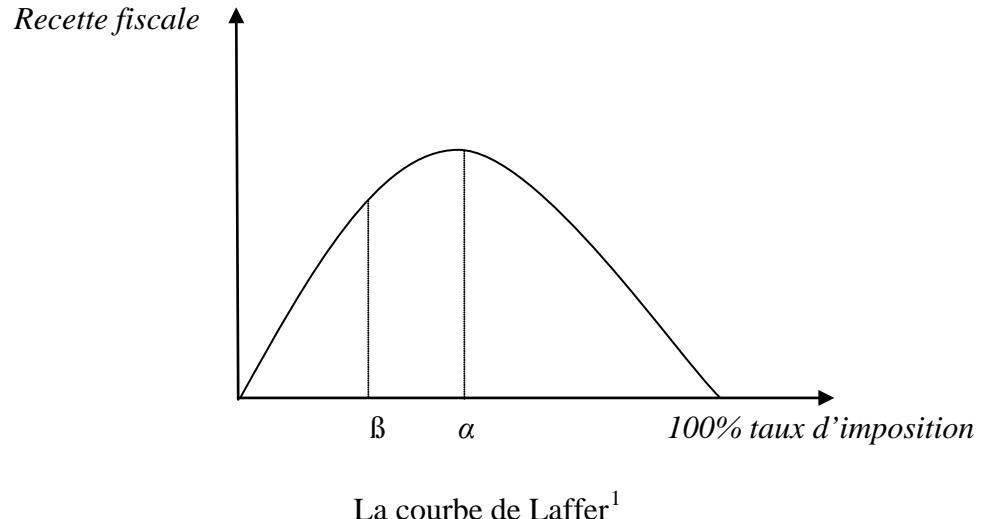
Le taux moyen est la moyenne des taux d'imposition fiscale liée directement et indirectement à la firme multinationale. On identifie le taux de chaque impôt, on définit une moyenne avec pondération de chaque de secteur, branche, ou catégorie et on a le taux moyen. Le taux moyen est lié à chaque niveau de recette fiscale et ce sont ces deux variables, taux et recette, qui constituent la courbe de Laffer.

Notons que pour un pays comme Madagascar, on n'a jamais pratiqué un taux très élevé c'est-à-dire que l'on n'a jamais effectué un taux au de-là d'un certain niveau ou seuil, alors on doit pratiquer des méthodes d'estimation statistique ou des prédictions économétriques pour pouvoir mesurer le niveau de

recette fiscale correspondant aux taux jamais pratiqués dans le pays et ainsi définir totalement la courbe de LAFFER.

Figure 4: La courbe de LAFFER 2

Recette fiscale sur les firmes multinationales



La courbe de Laffer¹

Source : M. Parkin, L. Phaneuf, R. Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne*, Edition renouveau pédagogique, Montréal, 1992, p.479

β est le taux à partir duquel l'on ne dispose pas de donnée (sur la recette fiscale) parce que l'on ne l'a jamais pratiqué donc, on doit faire de la prédition économétrique à partir de β pour évaluer le niveau de la recette fiscale de l'importation lié aux multinationales.

α : Constitue le taux optimale d'imposition qui maximise la recette fiscale lié aux multinationales à Madagascar. L'ensemble des taux d'imposition sur les multinationales doit donc converger vers α , pour permettre une recette maximale.

On a vu précédemment qu'une politique fiscale est plus efficace si elle est pratiquée par secteur c'est-à-dire que la politique fiscale de Madagascar sur les multinationales doit être pratiquée par secteur si l'on veut qu'elle soit optimale. Alors, cette analyse de Laffer doit aussi être pratiquée et analysée à chaque secteur.

Si on arrive à définir le taux d'imposition optimale pour chaque type d'impôt que les firmes doivent payer, alors, l'ensemble des taux de chaque secteur

¹Michael, Parkin; Louis, Phaneuf; Robin, Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne*, Edition renouveau pédagogique, Montréal, 1992, p.479

constitue la stratégie fiscale incitative d'IDE correspondant au secteur. L'ensemble de ces taux nous permet de déterminer un taux moyen lié au niveau de recette fiscale liée aux multinationales du secteur, on a alors la courbe de Laffer correspondant au secteur, et on peut déterminer le taux moyen général. Ce taux moyen nous aidera à déterminer le niveau de taux pour chaque type d'impôt lié aux firmes. Ces différents taux constituent la politique fiscale qui maximise la recette fiscale provenant des multinationales du secteur.

Bref, on peut analyser globalement l'ensemble des multinationales et donc l'ensemble des recettes fiscales provenant des entreprises transnationales du pays et déterminer le taux qui maximise cette recette. Ce taux doit tenir compte des taux des concurrents en matière d'investissements étrangers c'est à dire les taux pratiqués dans des pays comme l'île Maurice ou certains autres pays d'Afrique comme la Mozambique. Mais ce taux sera trop agrégé et déterminer une politique fiscale sur les multinationales qui maximise la recette sera énormément difficile voire impossible. D'où la nécessité de faire une analyse sectorielle et ainsi avoir une politique plus précise et plus efficace en terme de maximisation des recettes fiscales. Le niveau de recette des impôts engendrés par les multinationales que l'on veut atteindre est une part appropriée par rapport à l'ensemble des deniers publics malgaches.

➤ Eviter toute distorsion dans l'économie Malgache

On va utiliser le modèle d'HABERGER pour le cas de Madagascar en divisant l'économie Malgache en deux secteurs : X et Y. X correspond au secteur des investissements directs étrangers et Y correspond au secteur autre que les investissements directs étrangers. Le bien X est produit par les entreprises affiliées aux multinationales et le bien Y est fabriqué par les autres entreprises. Supposons que le secteur d'IDE est plus capitalistique que les autres, autrement dit les multinationales utilisent plus de capital que les autres entreprises du pays. Prenons aussi comme hypothèse qu'il est impossible de transférer le capital investi dans le pays vers l'extérieur du fait par exemple que l'Etat haussait subitement les impôts (immobilité du capital). C'est presque le cas pour Madagascar à cause de l'absence de bourse.

Supposons également que la fonction de production de Madagascar est de type de Cobb-Douglas c'est-à-dire de la forme $Y = A \cdot K^a \cdot L^b$, évoqué dans la

première partie. Supposons également que les stocks de capital et de travail sont fixes et pleinement utilisés. On suppose donc que le niveau de la production nationale malgache dépend principalement du notre niveau de capital(K), du niveau de l'emploi(L) et de niveau de technologique(A).

Ces suppositions correspondantes aux hypothèses du modèle d'HABERGER, alors on peut évoquer le résultat du modèle selon lequel une imposition sur le capital du secteur X frapperà tous les secteurs c'est-à-dire que ce sont tous les capitaux utilisés dans l'économie qui seront pénalisés¹. Ainsi, une politique fiscale sur les multinationales a des impacts sur l'ensemble de l'économie malgache. Cette analyse est essentiellement concentrée sur l'imposition du capital et on peut l'étendre sur les autres impôts et même sur les droits de douane, donc, une politique fiscale sur les multinationales a des impacts sur les autres secteurs et plus précisément sur les entreprises nationales. Elle doit tenir compte de ces impacts et même essayer de les réduire.

La politique fiscale sur les multinationales a donc un impact sur les autres secteurs si on se réfère à la modèle de Haberger ; pourtant, ses hypothèses ne sont pas respectées pour le cas de Madagascar. On peut difficilement supposer qu'il y a utilisation au maximale du stock de travail c'est-à-dire qu'il y a plein emploi à Madagascar. Elle n'est pas envisageable pour le cas du pays étant donné que le sous emploi y est prééminent même si le taux de chômage officiel est faible. Mais une analyse empirique effectuée par Eric Ramilson sur la réforme fiscale que l'on a fait en 2006 confirme cette effet de la fiscalité des entreprises transnationales sur les autres entreprises. Cette réforme a été essentiellement faite pour attirer les investissements directs étrangers et permettre une rénovation du capital de toutes les entreprises se trouvant sur le territoire. Elle allégeait le coût des productions des multinationales surtout ceux des entreprises franches mais elle a également fait augmenté les coûts des intrants des entreprises nationaux². Une politique fiscale sur les multinationales doit donc tenir compte de son impact sur les autres entreprises de l'économie afin d'être efficace et pour ne pas réduire la production nationale.

¹ Robert, CROS, *Finance publique*, Cujas, Paris, 1994, p. 139.

² Eric, Ramilson, *Coût et effet des nouvelles dispositions en matière de fiscalité sur le prix des intrants*, cahier de recherche en analyse économique, Antananarivo, 2004, p.3

II.2. LES CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE D'INCITATION FISCALE A MADAGASCAR ET LES AMELIORATIONS NECESSAIRES.

II.2.1.LES CARCTERISTIQUES NEGLIGÉS SUR LES MULTINATIONALES ET LA STRATEGIE D'INCITATION FISCALE À MADAGASCAR

II.2.1.a. *Les externalités négatives des multinationales à Madagascar*

On a tendance à citer uniquement les effets positifs des multinationales alors qu'elles engendrent aussi des effets pervers. On a constaté que les firmes multinationales contribuent énormément à l'emploi à Madagascar surtout pour le secteur textile, malheureusement, dans l'industrie textile (zone franche), la situation de l'emploi est précaire. Ainsi, la majorité des emplois créés par les multinationales est caractérisée par leur précarité. La théorie du dumping social que nous avons évoqué dans la première partie, selon laquelle l'administration du pays hôte néglige volontairement les conditions de travail dans les filiales des firmes pour pouvoir attirer le maximum d'investissement étranger, semble donc être vérifiée à Madagascar et cela se manifeste par une mauvaise condition de travail dans le secteur textile¹.

Au niveau des échanges internationaux, on a également observé que les investissements des multinationales haussent le taux de change de l'Ariary alors cette appréciation de l'Ariary aura un impact négatif sur la compétitivité des produits malgaches exportés étant donné que les prix de ces produits exprimés en monnaies étrangères vont augmenter. Au niveau de l'importation, il peut y avoir une hausse vu qu'il y a augmentation du pouvoir d'achat des malgaches sur le marché international. Donc, les multinationales peuvent accentuer le déficit de la balance commerciale du pays.

A Madagascar, il y a également la fuite de capitaux que l'on peut constater à travers le système de tarification et le rapatriement des profits. On peut observer des capitaux qui sont aspirés hors du pays par l'intermédiaire du rapatriement des dividendes. Notons qu'en 2007, les dividendes distribuées aux actionnaires suites aux IDE étaient de 73,7 milliards d'ariary, soient 12% des IDE réalisés en 2006, ce qui est assez élevé alors que la majorité des dividendes seront transférées vers

¹ Mireille, Ralaiveloo; Emile, Rabesaolinjanahary, *Les entreprises franches textiles à Madagascar*, Projet Sahamadio, Antananarivo, 2009, p4

l’extérieur¹. Il est strictement difficile d’évaluer le rapatriement par la tarification ou par le principe de sous tarification et de sur tarification étant donnée que les données sont presque impossible à obtenir même par l’Etat.

Supposons par exemple le cas du projet d’exploitation d’ilménite et admettons que l’entreprise pratique le système de tarification. Alors, quand QMM importe des facteurs de production tels que des machines d’extraction à une filiale de Rio-tinto, elle les achète à un prix supérieur à celui du marché international et quand elle vend ou exporte l’ilménite à une filiale de Rio-tinto qui va la transformer en titane, elle le fait à un prix inférieur à celui du marché. De ce fait, le profit provenant de ces écarts de prix puise le capital de Madagascar et il est difficile pour le gouvernement d’interdire ou même de limiter ces transactions.

II.2.1.b. Les caractéristiques de la politique fiscale incitative à Madagascar.

Les mesures fiscales incitatives à Madagascar se manifestent essentiellement par la zone franche qui a été instauré en 1989. Le système fonctionne comme suit : seules quatre types d’entreprises peuvent accéder au régime : (1) les entreprises de promotion d’exploitation chargées des travaux d’aménagement et de construction, de gestion et de la promotion des zones franches industrielles, (2) les entreprises industrielles de transformation, (3) les entreprises de service et (4) les entreprises de production intensive de base. Les deux premiers ne doivent produire que des biens destinés à être exporté mais le deuxième peut satisfaire la demande des entreprises franches se situant à Madagascar².

Ces entreprises bénéficient d’une période de grâce sur les impôts sur les bénéfices : 15 ans pour les entreprises de promotion d’exploitation chargées des travaux d’aménagement, de construction, de gestion et de la promotion des zones franches industrielles, 5 ans pour les entreprises industrielles de transformation et de service, et 2 ans pour les entreprises de production intensive de base. Leurs

¹ BCM; INSTAT, Bulletin de la banque centrale de MADAGASCAR et de l’INSTAT, *Etude sur les investissements directs étrangers à MADAGASCAR*, 2007.

² Mireille, Razafindrakoto, *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar*, Projet Madio, Antananarivo, octobre 1995, p.21.

importations et exportations sont exemptées de droit de douane et de taxe sur les transactions internationales¹.

La première observation que l'on peut constater sur la politique fiscale dans la stratégie de promotion des investissements directs étrangers, c'est essentiellement centré sur le secteur de fabrication. En effet, soucieux de créer le maximum d'emploi, le gouvernement de l'époque a préféré orienté ses efforts sur ce secteur afin d'attirer des entreprises caractérisées par la production intense en travail. La seconde observation est que la stratégie d'incitation fiscale ne tient pas en compte de la concurrence fiscale alors qu'elle doit y tenir compte.

II.2.2. LES AMELORATIONS NECESSAIRES SUR LA STRATEGIE D'INCITATION FISCALE.

II.2.2.a. *Elargir la stratégie d'incitation fiscale malgache.*

La remarque que l'on peut formuler à l'encontre de la politique d'incitation fiscale malgache est qu'elle était trop axée sur le secteur de fabrication, de ce fait, on peut dire que l'on devrait l'étendre sur d'autres secteurs tels que l'agriculture et d'ailleurs on devrait avoir une stratégie d'incitation sur chaque secteur. L'agriculture est par exemple caractérisée par une forte diffusion des savoirs et des connaissances, des incitations fiscales sur ce secteur attireraient des multinationales qui vont transférer des connaissances techniques et développer rapidement notre productivité dans ce secteur. Elargir la stratégie d'incitation fiscale est donc primordiale si l'on veut augmenter les investissements des multinationales à Madagascar.

Le gouvernement, en élaborant une politique fiscale d'incitation, devrait procéder à une analyse de la structure des coûts des multinationales pour pouvoir leur offrir les avantages qu'elles attendent et qui les inciteraient à investir à Madagascar. Il faudrait également faire une analyse de la stratégie des multinationales qui vont tenter d'éviter les charges fiscales ou essayer de les réduire. Ne pas tenir en compte leur stratégie, c'est risquer de surestimer ou de sous-estimer les recettes fiscales correspondantes.

¹ Mireille, Razafindrakoto, *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar*, Projet sahamadio, Antananarivo, octobre 1995, p.21

Les stratégies d'incitation fiscale devraient aussi tenir compte de la concurrence fiscale¹. Les concurrents de Madagascar en matière d'incitation fiscale sont ceux qui ont la même taille de marché et la même dotation en facteur de production. Nos principaux concurrents sont les pays africains sub-sahariens dans le secteur miniers et dans celui du textile, ce sont les pays asiatiques arriérés et d'autre pays comme la Maurice. Ces pays sont des concurrents parce que les entreprises transnationales peuvent s'y installer au lieu de le faire à Madagascar et la fiscalité est décisive dans le choix d'implantation des firmes transnationales.

II.2.2.b. *La politique fiscale et les effets externes négatifs à Madagascar.*

Nous avons cités plus haut les conséquences négatives des multinationales sur le travail, le commerce international et le stock de capital de Madagascar. On a dit que les multinationales dégradent la condition de travail², qu'elles induisent une hausse des importations et risque de réduire la compétitivité des entreprises nationales et étrangères qui exportent³ et enfin, qu'elles puisent le capital du pays d'accueil en l'exploitant. On a aussi vu que la politique fiscale peut internaliser ces effets externes.

La politique fiscale pourrait internaliser la dégradation de la condition de travail en imposant des lois fiscales qui exigent un paiement de lourdes frais fiscaux au titre de sanction, quand une multinationale transgresse le code du travail Malgache. Notons que notre code de travail est déjà moins exigeant par rapport à celui des pays développés et de ce fait, on n'a plus besoin du dumping social même si cela semble attirer des investisseurs étrangers. Elle pourrait également optimiser la création d'emploi en imposant l'utilisation du capital si ce secteur ne bénéficie pas de réduction, de trêve, ni de franchise d'impôt sur le capital. Donc, avec moins de capital, l'entreprise est obligée de recourir à plus de travail. Cette dernière serait efficace dans les investissements du secteur primaire à Madagascar, d'autant plus que ce secteur est caractérisé par la facilité de la diffusion des connaissances.

¹ OCDE, *L'incidence de l'impôt sur l'investissement étranger direct*, [www.oecd.org\document\39](http://www.oecd.org/document/39), mars 2008.

² Mireille, Ralaivelolohy; Emile, Rabesaolinjanahary, *Les entreprises franches textiles à Madagascar*, Projet Sahamadio, Antananarivo, 2009, p 24

³ BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR, *Bulletin sur les grands investissements miniers*, mars 2008.

La fiscalité devrait réduire les importations en imposant un droit de douane élevé pour les produits que les multinationales importent et qui ne bénéficie pas de franchise douanière. Les producteurs locaux devraient également commencer à fabriquer ces produits jusqu'à maintenant importés parce que sans substitution de ces produits, imposer un droit de douane aux firmes pour limiter les importations serait absurde. Mais en général, les importations des multinationales sont des facteurs de production qui ne sont pas disponibles à Madagascar, tel est le cas des investissements miniers, de ce fait, on ne peut réduire les importations des firmes de ce secteur à travers la politique fiscale.

La politique fiscale pourrait également internaliser la fuite de capitaux, en imposant lourdement les rapatriements de bénéfices à partir d'un certain degré, c'est-à-dire que l'on peut faire une imposition graduelle comme suit :

- 0 à $\alpha\%$: 0% d'impôt sur le rapatriement.
- $\alpha\%$ à 100% : sévère imposition sur le rapatriement.

C'est-à-dire qu'à partir de $\alpha\%$ déterminé par le gouvernement Malgache, le transfert de dividende hors de Madagascar sera sévèrement imposé. On peut aussi internaliser la sur tarification par une politique fiscale en imposant un droit de douane à l'entreprise qui le pratique. Mais, il faut que les produits importés c'est-à-dire achetés aux autres filiales rattachées, soient des produits disponibles localement. Une fois de plus, la majorité des produits importés par les multinationales ne sont pas disponibles dans notre pays et cela rend aussi cette politique fiscale peu efficace pour réduire la sur tarification à Madagascar.

CONLUSION

Les multinationales sont des entreprises détenant un actif spécifique exploitable à grand échelle et qui décide de s'implanter dans un pays afin d'accéder au marché domestique ou de pouvoir tirer avantage des spécificités du pays en dotation de facteur de production. L'investissement direct étranger influe positivement sur la croissance du pays d'accueil en augmentant son exportation, en améliorant le niveau d'emploi, et en transférant du capital, de la technologie, des connaissances techniques et de savoir faire en matière de gestion. Les flux d'investissement direct étranger influent fortement et positivement sur la croissance économique de Madagascar suite aux emplois créés dans le pays, les capitaux acquis et l'amélioration de l'équilibre de la balance des paiements grâce à la hausse de l'exportation et cela confirme les résultats des divers modèles de croissance que nous avons évoqués. Cependant, la conclusion du modèle de croissance endogène sur la viabilité de la croissance n'y est pas constatée mais c'est celle de la croissance zéro qui semble être vérifiée. Parallèlement à cela, le pays endure aussi des externalités négatives des transnationales.

La politique fiscale a un rôle déterminant dans la décision d'implantation des multinationales mais elle se doit d'être optimale. Elle doit concilier entre offrir un environnement fiscal incitatif en réduisant les charges fiscales et engendrer une recette fiscale suffisante par rapport à l'impôt national tout en évitant de créer des distorsions sur les autres entreprises surtout les entreprises malgaches qui sont particulièrement vulnérable par rapport aux effets externes négatifs. La politique fiscale est un moyen de les corriger en les internalisant. Les contributions de Michalet, de Vernon et de Dunning sur les multinationales, celle de Solow, de Romer et de Lucas sur la croissance et celle de Pigou, de Laffer et de Haberger sur la fiscalité ont été plus que déterminantes dans la réalisation de ce travail et constituent la base de notre conception.

Un environnement fiscal incitatif est un variable important dans le choix d'implantation des entreprises transnationales mais il est loin d'être le plus déterminant puisque l'existence d'un marché domestique large, un environnement financier incitatif, une stabilité politique et des coûts de production compétitifs sont les premiers variables qu'observent les multinationales dans leur stratégie

d'implantation. Ainsi, une politique fiscale de promotion des investissements étrangers même de grande ampleur ne sera jamais suffisante pour engendrer assez de flux d'investissement direct étranger vers Madagascar pouvant lui permettre d'avoir une croissance forte et soutenable, d'où la nécessité d'une politique de promotion d'investissement direct étranger tenant compte de chaque élément susceptible d'attirer les multinationales à s'implanter dans le pays. Mais sur quelle base théorique une telle politique devrait s'appuyer et comment la coordonner ?

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES FIGURES	iii
LISTES DES ABREVIATIONS	iv
SOMMAIRE.....	v
INTRODUCTION	1
I.APPROCHE THEORIQUE SUR LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISALE.....	4
I.1.LES THEORIES RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	4
I. 1. 1. LES THEORIES SUR LES FIRMES MULTINATIONNALES	4
I.1.1.a .Le modèle d’oligopole internationale et le système d’économie internationale.....	4
a ₁ .Le modèle d’Oligopole internationale.....	4
a ₂ . Le système de l’économie mondiale.	5
I.1.1.b. La théorie du cycle des produits et le paradigme d’OLI	7
b ₁ .La théorie du cycle de vie des produits.	7
b ₂ .L’approche éclectique et le paradigme d’OLI.....	9
I.1.2. LES THEORIES RELATIVES A L’EXTERNALITE DES FIRMES MULTINATIONALES.	10
I.1.2.a. Les théories sur les externalités des firmes multinationales.....	10
I.2.1.a₁. Les externalités positives.	10
c ₁ . IDE et accumulation de capital.....	10
c ₂ .Investissement direct étranger et Emploi.....	11
c ₃ . Investissement direct étranger, transfert de technologie et de connaissance.	11
c ₄ . Investissement direct étranger et commerce international.	12
I.2.1.a₂. Les externalités négatives.	13
d ₁ .Les multinationales et l’Emplois.....	13

d ₂ .Les multinationales et la fuite de capitaux.....	14
d ₃ .Les multinationales et le commerce international.....	15
I.1.2.b. L’investissement direct étranger et la croissance économique.....	15
I.1.2.b ₁ . De la théorie de la croissance néokeynésienne à la théorie de la croissance néoclassique.....	16
e ₁ .L’approche néokeynésienne de la croissance.....	16
e ₂ .L’approche néoclassique de la croissance.....	16
I.1.2.b ₂ .La théorie de la croissance endogène et le modèle de croissance linéaire	17
e ₃ .La théorie de la croissance endogène.....	17
e ₄ .L’approche linéaire de la croissance économique.....	18
I.2. THEORIE RELATIVE A LA POLITIQUE FISCALE SUR LES FIRMES MULTINATIONALES.....	19
I.2.1. LA POLITIQUE FISCALE INCITATIVE D’ENTREPRISE TRANSNATIONALE	19
I.2.1.a. Stratégie sur les impôts.....	20
I.2.1 .b. Stratégie sur les droits de douane.....	21
I.2.2. LES AUTRES ROLES LA POLITIQUE FISCALE CONCERNANT LES MULTINATIONALES	22
I.2.2.a. Politique fiscale et augmentation des recettes fiscales liées aux multinationales.....	22
I.2.2.b . Politique fiscale, ne créant pas de distorsion.....	24
I.2.2.c. Politique fiscale, correcteur d’effet externe négatif.....	25
II.LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE FISCALE SUR LES MULTINATIONALES A MADAGASCAR	26
II.1. <i>DESCRIPTION DES MULTINATIONALES ET DE LA POLITIQUE FISCALE INCITATIVE A MADAGASCAR</i>	26
II.1.1.LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS A MADAGASCAR ET LEURS CONSEQUENCES	26
II.1.1.a. <i>Descriptions des IDE à Madagascar selon les théories sur les multinationales.</i>	26
➤ Description selon le modèle d’Oligopole internationale.....	28

➤ Description selon le modèle du système d'économie mondiale.....	29
➤ Description à partir de la théorie du cycle de vie des produits.....	31
➤ Description selon l'approche éclectique	31
<i>II.1.1.b. Les externalités des multinationales à Madagascar.</i>	32
➤ <i>Les effets externes des transnationales au niveau de l'emploi, des échanges et des capitaux à Madagascar.</i>	33
a ₁ . Externalités sur l'emploi.....	33
a ₂ . Externalités sur les échanges internationaux	34
a ₃ .L'investissement direct étranger et le capital à Madagascar.	36
➤ <i>Les multinationales et la croissance économique de Madagascar.</i>	36
<i>II.1.2. LA POLITIQUE FISCALE SUR LES MULTINATIONALES : EFFICACE ET NECESSAIRE POUR MADAGASCAR.</i>	40
<i>II.1.2.a. La politique fiscale incitative d'entreprise transnationale à Madagascar.</i>	40
➤ <i>La Stratégie optimale sur les impôts</i>	40
➤ <i>La stratégie optimale sur les droits de douanes.</i>	41
<i>II.1.2.b. Les rôles auxiliaires de la politique fiscale sur les multinationales..</i> ..42	42
➤ <i>Assurer une recette fiscale convenable</i>	42
➤ <i>Eviter toute distorsion dans l'économie Malgache</i>	44
<i>II.2. LES CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE D'INCITATION FISCALE A MADAGASCAR ET LES AMELORATIONS NECESSAIRES</i>	46
<i>II.2.1.LES CARACTERISTIQUES NEGLIGES SUR LES MULTINATIONALES ET LA STRATEGIE D'INCITATION FISCALE A MADAGASCAR.</i>	46
<i>II.2.1.a. Les externalités négatives des multinationales à Madagascar</i>	46
<i>II.2.1.b. Les caractéristiques de la politique fiscale incitative à Madagascar</i>	47
<i>II.2.2.LES AMELIORATIONS NECESSARES SUR LA STRATEGIES D'INCITATION FISCALE</i>	48
<i>II.2.2.a. Elargir la stratégie d'incitation fiscale malgache.</i>	48
<i>II.2.2.b. La politique fiscale et les effets externes négatifs à Madagascar. ..</i>	49

CONLUSION	51
TABLE DES MATIERES	53
REFEENCES BIBLIOGRAPHIQUES	57

REFEENCES BIBLIOGRAPHIQUES

• Les ouvrages

- Lénine, *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Pékin, 1970
- Marc, Penouil, *Economie du développement*, Dalloz, Paris, 1982, p.50 à62.
- Robert Britto, *La théorie de la croissance économique*, Cujas, Paris, 1991, p.122 à 139.
- Michael, Parkin; Louis, Phaneuf ; Robin, Bade, *Introduction à la macroéconomie moderne*, Edition renouveau pédagogique, Montréal, 1992, p.473 à 481.
- Régis, Bourbonnais, *Econométrie*, Dunod, Paris, 1993.
- Robert, CROS, *Finance publique*, Cujas, Paris, 1994, p. 132 à 131.
- Dominique, Guellec; Pierre, Ralle, *Les nouvelles théories de la croissance économique*, La découverte, 1995, p.1 à 24.
- Jean Pierre, Bibeau, *Introduction à l'économie internationale*, Gaëtan Morin, Montréal, 1997, p.189 à 208.
- Malcolm, Gillis; Dwight, Perkins; Donald, Snodgrass; Michael, Roemer, *Economie du développement*, Nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 1998, p. 505 à 545.
- Dioury, Mohamed, *Economie internationale : commerce, finance et développement*, Decarie éditeur, Mont-Royal(Québec), 1998, p.169 à 190.
- Marc, Montoussé, *Théories économiques*, Bréal, Paris, 2000, p.24 à50.
- Philippe, Norel; Christian, Aubin, *Economie internationale, faits, théories et politiques*, Seuil, Mars 2000, p.52 à 61 et 88 à 98.
- Paul, Krugman; Maurice, Obsfeld, *Economie internationale*, nouveaux horizons de Boeck université, Paris, 2001, p.254 à 260.
- Pierre, BEZBAKH; Sophie, GHERADIE, *Dictionnaire de l'économie A.Z*, Dulce Gamonale, Montréal, 2003.

- **Webographie**

- Thomas, Zimmermann, *Les investissements directs : évolution actuelle en théorie, pratique et politique*, www.zimmermann-thomas.ch.
- Wikipedia, *Investissement direct*
http://fr.wikipedia.org/wiki/Investissement_direct
- OCDE, *L'incidence de l'impôt sur l'investissement étranger direct*, [www.oecd.org\document\39](http://www.oecd.org/document/39), mars 2008.
- Institut statistique de l'UNESCO, *ISU STATISTIQUES EN BREF*, 2009,
<http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/document.asp>.
- Bouoifyour Jamal; Toufik Said, *Les impacts des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines*, <http://region-developpement.univ-tln.fr>

- **Les rapports et autres.**

- BCM ; INSAT, Bulletin de la banque centrale de MADAGASCAR et de l'INSTAT, *Enquête sur les investissements directs étrangers à MADAGASCAR*. 2010.
- BCM ; INSTAT, Bulletin de la banque centrale de MADAGASCAR et de l'INSTAT, *Enquête sur les IDE et IPE de Madagascar*, 2007.
- BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR, *Bulletin sur les grands investissements miniers*, mars2008.
- Mireille, Ralaiveloo; Emile, Rabesaolinjanahary, *Les entreprises franches textiles à Madagascar*, 2009, Projet Sahamadio.
- Mireille, Razafindrakoto, *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar*, Projet Madio, Antananarivo, octobre 1995, p.21.
- INSTAT, *Tableau de bord de l'économie de Madagascar*, juillet 2010.

- Eric, Ramilson, *Coût et effet des nouvelles dispositions en matière de fiscalité sur le prix des intrants*, cahier de recherche en analyse économique, 2004.
- Cours de Théories économiques, en quatrième année département Economie de l'université d'Antananarivo Madagascar. Dr Rakoto David Olivaniaina.
- Cours d'Economie publique, en quatrième année département Economie de l'université d'Antananarivo Madagascar. Dr Blanche Richard.

Nom : RASOANARIVO

Prénoms : Herilanja Andrianina

Titre : Les firmes multinationales et la politique fiscale du pays d'accueil.

Nombre de page : 52

Nombre de tableau : 8

Nombre de graphique : 4

Résumé

Plusieurs auteurs se sont penchés sur les firmes multinationales et les définissent comme des entreprises détenant un actif spécifique exploitable à l'échelle mondiale et qui décident de s'installer dans des pays si les coûts de production y sont faibles et/ou s'il y a un marché domestique que l'entreprise veut conquérir. Les impacts des multinationales sur le pays d'accueil sont variables c'est-à-dire qu'il y a des effets positifs et des effets négatifs. Mais pour le cas de Madagascar, les externalités positives semblent largement dépasser les effets externes négatifs. En effet, les multinationales y génèrent de nouveaux emplois, transfèrent des technologies nouvelles, des connaissances techniques et du capital. Elles stimulent également la production nationale malgache.

Pour s'approprier le maximum des bénéfices escomptés des investissements directs étrangers réalisés par les entreprises multinationales, le gouvernement du pays hôte applique un éventail de restrictions et d'incitations. La politique fiscale joue un rôle primordial dans cet éventail en incitant les multinationales à y investir et en internalisant ses externalités négatives. La politique fiscale incitative à Madagascar se concentre surtout dans l'industrie textile que l'on peut constater à travers la spécificité de la fiscalité relative aux entreprises franches. Pour être optimale, cette politique ne doit pas se contenter d'inciter et de corriger mais elle doit également tenir compte des distorsions qu'elle peut induire sur les entreprises malgaches et de la part des recettes fiscales relatives aux entreprises transnationales sur la recette fiscale nationale.

Mots clés : Multinationale, Politique fiscale, Externalité, Incitation.

Directeur de mémoire : Dr RAKOTO David Olivaniaina.

Adresse de l'auteur : Lot 64 MA Mandrosoa Ivato Antananarivo 105.